



JUILL · AOÛT · SEPT 2005

N°196 · 1,50 EURO

M 02348 - 196 - F: 1,50 € - RD



# Partisan

16 PAGES SPECIAL ETE

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

# Le Non ? Quelle claque ! Et maintenant ? Construisons.



RÉFÉRENDUM | PAGE 3

## ET APRÈS LE NON ?



GDE | PAGE 7

## RÉUNION INTERNATIONALE



CUBA | PAGES 12-13

## UN PARADIS POUR LES OUVRIERS ?



ET AUSSI...

### VILLEPIN ET LE MODELE DANOIS

### PROTESTATIONS REPRESSION

### BILAN D'UN PAPE

### GÉNOCIDE JUIF: QUI SAVAIT ?



L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

# LE 29 MAI : UNE RUPTURE À CONSOLIDER EN CONSCIENCE ET EN ORGANISATION !

**L**a défaite du Oui est un camouflet pour l'UMP et le PS, une revanche des obscurs et des sans grades. Elle est l'expression d'un ras-le-bol populaire, après des années de sacrifices au nom de la soi-disant nécessité économique, c'est-à-dire du capitalisme. Il ne s'agit pourtant pas d'une affaire franco-française, dont l'Europe aurait fait les frais. La politique qui a été ainsi sanctionnée est bien celle sur laquelle se construit cette Europe impérialiste depuis des décennies.

Les ouvriers, les employés, les agriculteurs ont massivement voté Non, désavouant les hommes politiques, les intellectuels, les journalistes qui faisaient tous massivement campagne pour le Oui. Le Oui et les Non départagent clairement les bourgeois et les cadres supérieurs, des classes populaires. Il s'agit bien là d'un vote de classe et de rupture dont les conséquences politiques peuvent être importantes, s'il est approfondi en conscience et en organisation ; sans cela son impact sera éphémère.

La défaite du Oui est la victoire DES Non, pas DU Non. La défaite du Oui est le résultat d'une mobilisation populaire qui, cette fois, l'a emporté sur l'abstentionnisme. En disant Non à l'Europe de la droite et du PS, les classes populaires ont accentué la crise des partis bourgeois et montré la profondeur du fossé qui les sépare de l'image que la représentation parlementaire donne d'elles. Nous ne devons pas ignorer pour autant la diversité des contenus politiques du Non. Dans bien des régions et en particulier dans les zones rurales du Sud où le Front National fait de bons scores, le Non a été l'amalgame de tous les refus : chauvins et réformistes, ouvriers et paysans. Consolider en conscience et en organi-

sation exige de faire le tri, pour combattre le chauvinisme.

Maintenant, les gouvernants vont-ils « nous entendre », se demandaient beaucoup de travailleurs ? Marie-George Buffet accusait les membres du gouvernement d'autisme au soir du vote. Une chose est sûre. Ils ne feront pas de cas de la protestation populaire. La composition et le programme du gouvernement de Villepin, comme les réactions du PS, le montrent. Ils ne changeront pas de politique. D'abord parce que la bourgeoisie n'en a pas d'autre. Ensuite parce que malgré ce profond désaveu populaire, les travailleurs ne constituent pas véritablement une menace politique, tant qu'ils ne sont pas organisés et porteurs d'une alternative économique et sociale. La bourgeoisie et son gouvernement actuel vont seulement infléchir leur politique pour rallier les Non chauvins (haro sur l'immigration, et en avant la préférence communautaire), et réduire le chômage en imposant des emplois de merde, précarisés, flexibles (et corvéables à merci), pour répondre aux attentes des artisans et commerçants.

Maintenant, le PCF et la LCR, appuyés par Attac, vont essayer de construire un programme « pour une autre Europe », et pour être en ordre de bataille aux élections de 2007. Ils auront besoin pour cela du PS. Déjà il lui font des appels du pied. Pour une « Europe sociale », une autre Europe débarrassée du « libéralisme », avec des Etats qui interviendraient beaucoup plus dans le cadre de vrais services publics. Faute de mieux, beaucoup de travailleurs sont prêts à se rallier à ces idées. Mais les enjeux de la construction européenne ne sont pas strictement européens, et il n'est pas raisonnable d'imaginer que les gouvernements européens accepteront que les lois de la concurrence et du marché soient freinées par les besoins sociaux des masses populaires. Ce n'est pas du côté d'une impossible Europe à

la fois capitaliste et sociale qu'il faut chercher la réponse aux aspirations des travailleurs.

La seule réponse, face à la volonté des capitalistes européens de se disputer le marché mondial sur le dos des classes ouvrières et des peuples du monde, c'est l'internationalisme, c'est la solidarité et l'entraide entre les exploités, dans des luttes porteuses de revendications communes, contre nos exploités. Or tout ceci suppose partout plus d'organisation et plus de clairvoyance sur les intérêts communs à tous les exploités. A son échelle, VP-Partisan y contribue en prenant par exemple l'initiative de la réunion internationaliste du 21 mai à Saint-Ouen, contre la fermeture de l'usine Areva. Mais ce n'est qu'un début qui montre que rien n'est impossible. Cela reste à construire.

Consolider en conscience et en organisation, c'est construire un véritable parti ouvrier, un Parti Communiste. Ce parti ne se construira pas par un front illusoire des Non, qui, comme nous le savons, sont très divers. Ce parti ne tombera pas du ciel non plus. Rien n'est spontané, cela exige volonté, prise de conscience et engagement militant. Ce parti ne naîtra pas non plus du développement naturel des luttes, même si leur développement peut l'encourager. Même les juin 1936 et mai 1968 passent, et le capitalisme reste.

Oui nous sommes satisfaits de la claque donnée le 29 mai. Mais la bourgeoisie peut supporter nos coups de gueule répétés. Ils lui mettent des bâtons dans les roues, mais ils n'empêcheront pas la machine capitaliste de tourner et de broyer nos vies. Notre ras-le-bol doit s'organiser en parti, car alors seulement nous serons une force et une menace, alors seulement nous pourrons construire un avenir différent. C'est l'ambition de VP-Partisan. Rejoignez notre lutte !

## NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

**COMMUNISTES**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**COMMUNISTES**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme — et particulièrement l'impérialisme français —, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une **ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Leceur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48  
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :  
vp.partisan@caramail.com

## ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :  
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

**ACHETER RÉGULIÈREMENT Partisan EN KIOSQUE OU EN LIBRAIRIE C'EST BIEN.**

**S'ABONNER À Partisan C'EST MIEUX !**

→ S'abonner c'est recevoir 10 numéros

→ S'abonner, c'est apporter un soutien financier supplémentaire à notre organisation

→ S'abonner, c'est nous aider à mieux cerner l'impact de la diffusion du journal

Référendum

Alors content ? Oui, et c'est sans regret, on en avait marre. Content de voir leur tête aux Chirac et aux Seillière. On leur a donné une bonne claque à Raffarin comme à Hollande. On sent qu'ils ont peur du peuple... Et l'esprit critique monte. On sait qu'ils vont retomber sur leurs pattes, mais on a marqué un point. Et l'essentiel là, c'est la suite. Il y en a qui montent : Besancenot, Fabius, lui, on connaît : pas d'illusion ! C'est cela qu'on pouvait entendre dans les milieux populaires. Reprenons.

# Le Non victorieux ! Et maintenant ?

## QU'EST-CE QU'ILS ONT DIT ?

ARLETTE LAGUILLER (LO)

« Cette victoire du Non était espérée et attendue... Il est difficile et inutile de départager dans ce résultat ce qui est un rejet de la Constitution qu'on nous présentait, et ce qui était un rejet de la politique du gouvernement français, qui s'est associé entièrement à cette Constitution et à son contenu. Pour l'avenir, ce Non ne changera pas grand-chose à la situation sociale... À moins que, sur le front social en France, voire en Europe, cette victoire du Non, ce rejet de cette Constitution, redonne de l'espoir aux masses populaires et leur donne les moyens de passer à une offensive contre le patronat. »

Remarquable la perspective ! « L'offensive contre le patronat », jamais il n'est question de lutte politique pour le pouvoir, de lutte pour le socialisme. Ce n'est pas nouveau, on en parle très peu à Lutte Ouvrière. Car si le Non « ne change pas grand-chose à la situation sociale », il peut avoir changé beaucoup dans les mentalités et comportements ouvriers. Et c'est dans la perspective de la prise du pouvoir qu'il serait utile, même si cela est difficile, pour des révolutionnaires de comprendre à quoi les ouvriers ont dit Non pour comprendre leur maturité politique, et en déduire les tâches politiques de l'heure. Mais c'est loin des préoccupations de LO qui a hésité longtemps à s'engager pour le Non sous prétexte que cette lutte politique allait casser les mouvements revendicatifs du début de l'année.

## ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE

« Le non au référendum sur la Constitution européenne a de lourdes conséquences :

- il empêche l'Europe de s'organiser...
- il rend plus aléatoire la réalisation des objectifs de Lisbonne pour la compétitivité de l'Europe dans le monde

- il affaiblit l'économie française... Mais seule la mise en oeuvre immédiate et accélérée d'un programme de réformes peut rétablir notre situation économique... Le MEDEF demande à ceux qui nous gouvernent d'engager sans délai la modernisation exigée par les entreprises de notre pays. »

Il semblerait que cette exigence « réformatrice » de Seillière ait été entendue par Chirac en nommant le tandem gouvernemental Villepin-Sarko, qui montre ainsi qu'il reste sourd au Non populaire. Les espoirs ont donc été déçus et la cote de Chirac est encore tombée. Le « peuple » n'a donc aucune illusion à se faire, il lui faut prendre un autre chemin. Et c'est pourquoi les prolétaires les plus conscients doivent aujourd'hui plus que jamais s'interroger sur le devenir de leur classe. GL



**C**ONTENT ET SANS REGRET. « Ceux d'en bas » l'étaient et il y avait de quoi. Ça faisait combien d'années que le « peuple » ne s'était retrouvé dans une victoire ? Depuis 1995 ? Depuis

1981 ? Depuis 68 ?

Qu'importe ! Le sentiment est à l'optimisme, on se redresse, on reprend confiance, on recommence à se dire qu'on peut faire bouger les choses. C'est ça la plus grande victoire, une victoire dans les têtes. En plus, ce n'était pas un vote pour tel ou tel « représentant » qui trahit le lendemain, c'était un vote direct, sur une orientation. « Ceux d'en haut » l'ont bien compris. A la télé, la radio, dans les journaux, ils ont vomi leur haine des « ignorants », les « imbéciles » qui n'ont rien compris au bienfait que l'Europe nous apporte. Serge July dans *Libé* nous a traité de tous les noms et d'a-t-utiches. Ils n'en pouvaient plus.

**ON EN AVAIT MARRE.** La colère, le mécontentement se sont exprimés largement, et il a été le prolongement des luttes sociales des dernières années. Une sorte de revanche de l'échec des luttes sociales depuis le début 2000.

Ce vote a aussi nettement marqué les clivages de classe : eux et nous. Un vote de « classe » ? Un vote populaire, c'est certain : de l'ouvrier au petit paysan en passant par l'employé, le technicien. C'était une fois de plus le « Tous ensemble » de décembre 95. C'est un vote mélangé de rancœur et d'espoir, de volonté d'aller de l'avant, mais aussi de crainte de l'avenir, voire même de retour en arrière « au bon vieux temps ». Un vote subis-

sant des influences pas toujours recommandables, celles du chauvinisme, du corporatisme étroit (ne voir que midi à sa porte)... Alors, on peut lui faire dire beaucoup de chose à ce vote Non : vote anti-libéral ? Anticapitaliste ? Pour une Europe sociale ? Gardons notre calme et notre esprit critique ; regardons les choses dans leur globalité.

Les enquêtes d'opinion nous apprennent parfois certaines choses bien utiles pour se faire un bon jugement. Ainsi on y apprend que chez les ouvriers et les petits employés (qui constituent quand même 60 à 70% de la population), la motivation profonde c'est la crainte du chômage, de la précarité et du Traité qui aggravera la situation ; c'est aussi le « ras-le-bol de la situation actuelle », de tous les problèmes qui s'accumulent. Les autres motivations, comme le refus du caractère « libéral » de la Constitution ou le rejet de l'entrée de la Turquie, viennent loin derrière...

**L'ESPRIT CRITIQUE QUI REMONTE.** Les raisons du Non sont bien souvent au niveau immédiat, au niveau du quotidien. Elles sont ancrées dans la vie. C'est un constat, pas un jugement. On revient de loin : 30 ans de désillusion, de trahison social-démocrate, de restructurations industrielles brisant les collectifs de lutte dans les entreprises, et une terrible avalanche anti-communiste... Mais depuis quelque temps les choses s'inversent et les consciences se réactivent, s'interrogent : le vote n'est plus celui d'hier quand on votait PS contre la droite ; ou même la droite contre la gauche dite plurielle. Ou quand on s'abstenait, ce qui était très fort dans les milieux ouvriers : « tous pourris », la politique « me dégoûte ».

Au contraire, ce que l'on voit s'affirmer d'année en année, c'est un ré-intérêt pour

la politique, une plus grande ouverture aux discussions politiques. Ça s'est manifesté avant le référendum, on a beaucoup discuté, même si on a beaucoup plus discuté dans les couches « moyennes » qui avaient jusqu'ici voté PS et qui se retrouvaient en contradiction avec sa direction. Les débats dans les milieux populaires ont parfois été passionnés et impératifs (« un Non » sans plus de discussion).

On ne s'y attendait pas toujours, parfois on a sous-estimé l'ampleur du débat politique. On a opposé parfois la lutte immédiate, revendicative à la lutte politique pour le Non. Et si le Non n'a rien changé : toujours des licenciements, du chômage, des salaires en baisse, dans les têtes les choses ont encore évolué, les consciences se forment « qu'on ne peut plus continuer comme ça ». De sorte que les communistes révolutionnaires sont encore moins à contre-courant, mais ils ont du pain sur la planche !

Il faut se rappeler que c'est la troisième défaite pour le gouvernement de droite en l'espace d'un an. Après sa complète déroute aux Régionales et aux Européennes de 2004, il s'agit d'une nouvelle illustration de son irréversible impopularité. C'est aussi la crise de la représentation politique et de la démocratie bourgeoise qui est renforcée par les résultats et la victoire du Non : les forces, qui totalisent 86 % des sièges à l'Assemblée Nationale sont minoritaires dans le pays. Le pays « représenté » est loin d'être le pays réel !

**ET MAINTENANT ? ET APRÈS ?** C'est la vraie question. Quelles sont les perspectives de changements véritables ? On sait que c'est là que le camp du Non diverge. Préparer les prochaines élections pour mett-

## EUX ET NOUS

« Le lendemain dans l'atelier les gars étaient contents. Tout le monde, ceux des chaînes, comme les professionnels, les immigrés comme les Français, ceux qui votaient comme ceux qui ne pouvaient pas voter, les jeunes comme les vieux. En face c'était autre chose, ils tiraient la gueule les chefs, les cadres ; quand ils nous croisaient ils baissaient la tête. On sentait chez eux un grand désabusement. Nous, toute la journée on en a parlé... L'avenir ? On ne voit pas bien, sûr que c'est plus favorable à la lutte... Mais pour l'avenir politique, c'est plutôt un point d'interrogation ! » Enquête de Partisan

## ON N'EST PAS DES CONS !

En face ils ont mis le paquet. L'ensemble de l'appareil médiatique a été mis à contribution : 98% des journaux écrits (même l'Équipe !) et l'audiovisuel faisait campagne pour le Oui, toutes les églises, le Medef bien évidemment, la Confédération Européenne des Syndicats, les sociaux-démocrates de tous les pays. Tous, absolument tous, ont fait campagne pour le Oui... et ils ont pris une claque ! Ils semaient la peur, accusaient les partisans du Non de crétinisme ou de xénophobie (vous votez avec Le Pen et de Villiers !) En vain : « ceux d'en bas » s'affichent, montrent leur esprit de résistance. La conscience politique se développe. Et une fois de plus la « grande » presse est rejetée, accusée de ne servir que ceux d'en haut. A juste titre !

## SONDAGE IPSOS-LE FIGARO AU SORTIR DES URNES

Réalisé le jour du scrutin, il montre que le Non exprime « plus particulièrement les classes populaires et moyennes, ou les salariés, du public comme du privé. La victoire du Non est d'abord celle des classes actives. Le Non a été largement choisi par les salariés, du privé (56%) et encore plus nettement du public (64%). Très largement porté par les travailleurs indépendants (58%) et les chômeurs (71%). »

La comparaison du vote selon la profession de l'interviewé entre le référendum sur la constitution et celui sur le traité de Maastricht en 1992 éclaire également sur l'ascension du Non dans l'échelle sociale. Déjà fort en 1992 dans les classes les moins favorisées, le Non s'est encore raffermi : 79% chez les ouvriers (contre 61% en 1992, + 18 points) et 67% chez les employés (+14). Le Non est surtout devenu majoritaire en 2005 au sein des classes moyennes, avec une progression de 19 points chez les professions intermédiaires (53%, contre 38% pour le traité de Maastricht).

Le constat est identique par catégorie de revenu : le Non est largement majoritaire dans toutes les tranches, sauf la plus aisée : 60% dans les foyers dont le revenu net mensuel est inférieur à 1000 euros, 65% dans la catégorie 1000-2000 e, 58% entre 2000 et 3000 e, contre 37% (63% pour le Oui) dans les foyers dont le revenu mensuel est supérieur à 3000 e. »

DIFFUSEZ  
Partisan

Référendum

# Le Non victorieux ? Et maintenant ?

SUITE DE LA PAGE 3

re au pouvoir une alliance dite de gauche ? Pour voir les mêmes (Fabius et Cie) ou de nouveaux venus (Besancenot,...) gérer « socialement » le capitalisme, peindre en rose les feuilles de licenciement, endormir les chômeurs par des augmentations d'indemnités à condition qu'ils acceptent des contrats précaires ? Non merci, on a déjà donné.

C'est pourquoi il faut rejeter les demandes de « renégociation du projet de Constitution européenne », comme vient de le faire Marie-Georges Buffet. Ou encore la tenue « d'états-généraux européens, une assemblée constituante pour écrire une nouvelle constitution », évoquée par les organisations de l'appel des 200. Deux perspectives ouvrant la voie à Fabius qui a déjà cité les articles du traité constitutionnel qu'il faudrait modifier pour le rendre acceptable. La plupart des dirigeants du Non de gauche (y compris la LCR) proposent une autre constitution. Une constitution élaborée « démocratiquement » qui cautionnerait la construction d'une Europe impérialiste. Parler d'« Europe sociale », c'est comme parler d'un utopique « capitalisme à visage humain ». Une « nouvelle assemblée constituante » ne pourrait être dans ces conditions qu'un nouvel habillage de la concurrence et du profit, cause de tant de licenciements, de baisses de revenus et de précarité de vies. C'est justement à cela qu'il faut s'attaquer, l'État ayant montré une nouvelle fois son vrai visage au service des monopoles capitalistes. On ne peut rien en attendre. Les changements seront révolutionnaires ou ne seront pas !

**AU CONTRAIRE, IL NOUS FAUT AIDER LE MOUVEMENT NAISSANT À S'AFFIRMER ET À S'ORGANISER :**

★★★ Dans les luttes sociales, sans lesquelles il n'y a pas de victoires ni d'acquis sans rapport de forces. Et les besoins urgents ne manquent pas :

**FACE AU CHÔMAGE\***. Travailler moins, pour travailler tous. Pour les chômeurs un revenu garanti au moins égal au salaire minimum.

**FACE À LA PRÉCARITÉ\***. Non à l'intérim et à l'intermittence : embauche en fixe à durée indéterminée.

**FACE AUX RESTRUCTURATIONS\*** permanentes. Zéro licenciement, maintien des postes de travail.

**FACE À L'APPAUVRISSMENT\***. Pas de salaire en dessous de 1 200 euros ; pas de salaires ou autres rémunérations au-dessus de 3 000 euros ; travail égal, salaire égal pour les femmes, les jeunes ou les immigrants.

**RETRAITE\*** à 55 ans à taux plein. **SANTÉ\***:

*Gratuité totale des soins. FEMMES\**: Des revendications économiques, sociales et politiques visant à l'égalité avec les hommes. Là aussi, l'objectif est de favoriser l'unité économique, politique et culturelle des travailleurs.

★★★ Dans les luttes politiques, sans lesquelles la question de la lutte pour le socialisme véritable et la question du pouvoir ne sont pas posées. Lutte politique pour la :

**DÉMOCRATIE\***. Défendre les droits des travailleurs, les développer dans le sens de l'égalité de tous (femmes-hommes, immigrants-français, jeunes-vieux), tant dans le domaine politique qu'économique.

**IMMIGRATION\***. Les immigrants font bien souvent partie du prolétariat. Travailler à son unité exige l'égalité complète en droits.

**ÉCOLOGIE\***. « Verts parce que rouges ». Les transformations de la nature doivent être au service des êtres humains et non au service de l'accumulation capitaliste.

**POLITIQUE INTERNATIONALE\***. Contre l'Europe en construction qui ne peut être qu'impérialiste, pour l'union entre les travailleurs d'Europe et du monde entier.

C'est pourquoi nous devons développer, à l'image de la réunion que nous avons lancée à Saint-Ouen dans le 93 (voir pages 6 et 7 de ce journal), des réunions internationalistes, pour construire la solidarité internationale contre l'Europe impérialiste.

★★★ Dans les luttes idéologiques sans lesquelles la conscience des causes des difficultés et des forces pour s'y attaquer est écrasée par l'idéologie, la culture dominante bourgeoise.

Toutes ces luttes sociales, politiques et idéologiques ne peuvent être menées à bien et couronnées de succès qu'en s'en donnant les moyens, qu'en construisant un nouveau Parti communiste révolutionnaire. C'est pourquoi toutes les luttes aujourd'hui ne peuvent et ne doivent être envisagées que de ce point de vue : conscience et organisation. Autrement dit, du point de vue de la construction du Parti, du point de vue de l'avenir !

C'est à cela que notre organisation communiste travaille, alors rejoignez-nous ! Construisons ensemble l'alternative communiste et révolutionnaire !

Gérard Lecoeur

\* Nous avons donné là des extraits de notre Manifeste : De la résistance à la contre-offensive. Pour en savoir plus, demandez-le à notre boîte postale pour 2euros.

## Non les Martiniquais n'ont pas dit Oui à 70%

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	RÉUNION
INSCRITS	272 339	289 442	54 762	471 155
VOTANTS	<b>77 252</b> 28,37%	<b>64 290</b> 22,21%	<b>12 655</b> 23,11%	<b>252 640</b> 53,62%
ABSTENTION	<b>195 087</b> <b>71,63%</b>	<b>225 152</b> <b>77,79%</b>	<b>42 107</b> <b>76,89%</b>	<b>218 515</b> <b>46,38%</b>
BLANCS/NULS	7 453 2,74%	6 648 2,30%	1 166 2,13%	13 900 2,95%
EXPRIMÉS	<b>69 799</b> <b>25,63%</b>	<b>57 642</b> <b>19,91%</b>	<b>11 489</b> <b>20,98%</b>	<b>238 740</b> <b>50,67%</b>
OUI	48 179 <b>17,69%</b>	33 779 <b>11,67%</b>	6 903 <b>12,61%</b>	95 608 <b>20,29%</b>
NON	21 620 7,94%	23 863 8,24%	4 586 8,37%	143 132 30,38%

**Au contraire, 83% de l'électorat martiniquais... n'a pas dit oui ! Malgré la campagne totalitariste permanente sur le thème « tout ce qui se fait en Martinique se fait avec l'argent de l'Europe et si vous ne votez pas bien vous perdrez tous financements ». La campagne qui prétend que les Martiniquais ont voté oui est de la pure désinformation. Il y a eu 72% d'abstention et les Oui ne représentent que 17,3% de l'électorat. Il est évident que c'est le vote des**

**classes aisées et de la fraction colonialiste des français qui vivent en Martinique.**

**Aussi, notre satisfaction est grande, largement amplifiée par la victoire du peuple français. Nous vous prions de lui transmettre toutes nos félicitations pour cette manifestation de lucidité et de combativité.**

Pour le CNCP: le porte-Parole Robert SAE

## Allemagne

### LA CRISE POLITIQUE OUVERTE DU GOUVERNEMENT UNE CHANCE POUR LES MARXISTES-LÉNINISTES !



Le président du SPD (cercle), parti au gouvernement, le 1<sup>er</sup> Mai dans la région Ruhr en Allemagne où il intervient. Pendant des décennies, ces interventions ont été écoutées avec beaucoup de discipline et de calme. Mais la situation change : bien protégé par devant et par dessus — Gare aux tomates et aux œufs !

Le 18 septembre 2005, des élections législatives anticipées vont avoir lieu en Allemagne après une dissolution du parlement législatif. C'est la conséquence des élections en Rhénanie du nord - Westphalie, le Land le plus peuplé d'Allemagne (18 millions d'habitants) et avec de très fortes concentrations ouvrières surtout dans la région Ruhr. Pendant 39 ans, ce Land a été un bastion du SPD, du parti social-démocrate de Schröder, même s'il perdait progressivement en influence électorale. Mais le 21 mai 2005, une semaine avant le référendum en France, ce bastion s'est écroulé. Les partis de droite (CDU et FDP) constituant le nouveau gouvernement en Rhénanie du nord - Westphalie. C'est la conséquence du programme de crise hostile au peuple, mis en place par de gouvernement de 'gauche' social-démocrate et Vert.

Déjà en 2004, la loi dite 'Hartz IV' avec ses attaques contre les chômeurs et leurs familles avait provoqué des manifestations massives du lundi. Ce mouvement n'a pas pu être cassé et il existe toujours. Des actions combatives et des grèves dans les grands groupes allemands comme DaimlerChrysler, Siemens et surtout chez Opel ont montré que la politique de collaboration de classe ne fonctionnait plus comme avant. Ces grèves, les débats dans les syndicats, une unité croissante avec les organisations révolutionnaires annoncent depuis l'automne dernier un début de la transition pour l'offensive ouvrière. Les masses populaires s'intègrent dans la lutte contre le gouvernement.

Le gouvernement Schröder/ Fischer ne peut plus continuer de gouverner comme avant. Les masses ne veulent plus être gouvernées comme avant. Cette évolution ne se fait pas encore sur une base révolutionnaire comme le montre l'augmenta-

tion du vote pour les partis de droite. Mais les masses populaires sont à la recherche d'une issue, comme le constate le président du MLPD, Stefan Engel dans une interview récente dans le hebdomadaire *Rote Fahne* ('Drapeau rouge')<sup>(1)</sup>.

Actuellement le front des élections est l'activité politique la plus importante pour politiser les masses. Pour cela, le MLPD a fait des efforts pour qu'une alliance d'une vraie gauche se présente aux élections. Cette possibilité a été rejetée par les partis réformistes de gauche. Dès lors, les marxistes-léninistes ont déposé leurs candidatures pour les élections législatives anticipées un peu partout sur le territoire allemand. Elle servira à continuer à construire le parti en lien avec les luttes et à leur donner des perspectives pour une offensive pour le véritable socialisme.

Une militante de VP

1. Interview disponible en français en écrivant à notre BP

**POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE**

**LISEZ Partisan**

## BORLOO REPREND UNE REVENDICATION DE LA GGT

**Étonnant ? Pas tant que ça. La revendication, mise en sommeil depuis, de nouveau statut du salarié pour aller vers une sécurité sociale professionnelle est reprise dans le plan de cohésion sociale de Borloo, Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Aucun cri de victoire de la centrale syndicale mais aucune riposte à l'encontre d'un texte qui s'attaque frontalement aux travailleurs.**

**S**ur le «nouveau statut du salarié», nous écrivions, dans «Où va la CGT ?» (Partisan 170, octobre 2002) : «*Une bien belle revendication surtout lorsqu'elle est accompagnée de l'idée d'émancipation sociale. Sauf que, derrière cette revendication que l'on retrouve partout en Europe parce qu'elle est une émanation de la CES, il se trouve qu'il n'est rien dit sur la défense des Conventions collectives. C'est vrai qu'un statut unique pour l'ensemble des salariés européens serait une victoire historique. Encore faudrait-il s'en donner les moyens par la construction d'un rapport de force véritable. Mais non, ce que l'on nous propose de faire est d'en passer de nouveau par la négociation, au plus haut niveau s'entend. Parions que si cette revendication devait aboutir par ce biais unique, cela aurait un résultat différent. Un peu comme la revendication initiale d'une véritable réduction du temps de travail a été détournée pour en faire un levier de la réorganisation des entreprises pour toujours plus de profits (...). Ce n'est pas avoir une vision pessimiste mais lorsque l'action syndicale se limite à un échange diplomatique entre responsables patronaux et syndicaux, on peut frémir ! (...)*»

Après que les PS et PCF aient repris ce «nouveau statut du salarié» au travers de la revendication plus globale d'une «Sécurité sociale professionnelle», c'est au tour de la droite de s'en emparer et de l'intégrer dans son propre programme de gouvernement. Un rapport commandé à deux économistes, MM Cahuc et Kramarz et intitulé «De la précarité à la mobilité ; vers une sécurité sociale professionnelle» a été remis en décembre 2004 au ministre J-L Borloo. C'est le fondement même de ce que sera cette loi dite de «cohésion sociale» articulée autour de l'emploi, le logement et l'égalité des chances. En ce qui concerne l'emploi, cela ne reprend évidemment pas intégralement la revendication de la CGT mais il n'en reste pas moins que cette dernière se trouve concurrencée sur son terrain par ceux-là même qui représentent politiquement le

patronat coupable de l'insécurité professionnelle dans les entreprises. Cela pourrait paraître contradictoire. Et ça ne l'est pourtant pas !

Il est maintenant clair — si cela ne l'était pas auparavant — que la bureaucratie dévoyée à la tête de la CGT assume le seul rôle qui lui convienne après celui de casseur des mouvements sociaux ; celui de relais des plans et projets gouvernementaux chez les travailleurs (dernier exemple en date : le CCN de février 2005 qui rejette le projet de Traité constitutionnel contre l'avis de la direction confédérale).

Les individus qui se sont emparés du pouvoir dans la CGT agissent ainsi en pourvoyeurs d'idées et la «Sécurité sociale professionnelle» en est une qui ne pouvait que trouver l'assentiment de la gauche social-démocrate et révisionniste avant de paver la voie à un texte législatif de régression sociale qui s'attaque de plein fouet aux travailleurs avec ou sans emploi.

Dans un document de la CGT datant de septembre 2004 (La CGT s'exprime sur le plan Borloo), la centrale syndicale semble critique par rapport à ce que sera le plan Borloo mais c'est pour regretter que ce dernier n'aille pas assez loin. Notamment en n'accordant pas de «nouveaux droits d'intervention aux salariés» sur les stratégies de gestion des entreprises.

Depuis, c'est pratiquement le silence radio sur cette revendication d'un «nouveau statut du travailleur vers une Sécurité sociale professionnelle» alors même qu'avant sa mise en perspective par Borloo, pas une réunion, pas un document CGT qui ne la reprenait comme solution miracle aux problèmes d'emploi.

Dans une interview au journal *Le Monde* de décembre 2004 (voir encadré), Thibault insiste sur cette notion d'intervention dans la gestion des boîtes comme si cela pouvait rendre acceptable ce texte. Une sorte de contrepartie qui permettrait aux bureaucrates syndicaux d'asseoir un peu plus leur pouvoir de «négociation» dans les entreprises. Une sorte de co-gestion qui pourrait — pourquoi pas — les amener — de fait — à ... cogérer les plans de licenciements !

Interrogé par le *Journal du Dimanche* sur ce qu'il pense des contrats d'avenir, Thibault ne trouve qu'à répondre : «*Ce sont des mesures qui cherchent à limiter les dégâts mais qui ne s'appliquent qu'au secteur non marchand. Il ne s'agit pas de contester l'intérêt de ces dispositifs mais il faut en relativiser la portée. On aura du mal à remonter la pente*» ! L'impression donnée est qu'il regrette les limites apportées par le

texte alors même que, par ce type de contrat, le gouvernement annonce la mort des CDI (Contrat à Durée Indéterminée).

On le voit, le réformisme syndical n'est pas un corps étranger au capitalisme. Il peut rencontrer, au travers de son syndicalisme de propositions, l'accord patronal plus souvent qu'on ne le croit...

Alors, pour revenir à cet article de *Partisan* cité plus haut : Oui, on peut frémir. Car le syndicalisme d'aujourd'hui, inféodé à la Confédération européenne des syndicats, sera amené, afin d'assurer la propre survie des bonzes syndicaux dont l'existence dépend grandement des subsides gouvernementaux ou patronaux, à aller toujours plus loin dans les propositions de soutien au capitalisme. Sous couvert d'adaptation, les travailleurs devront accepter plus de mobilité, plus de flexibilité pour encore moins de salaire direct ou différé.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faut désertier les syndicats, bien au contraire, c'est parce qu'il y existe encore des ressources combattives qu'il faut s'investir dans les syndicats de base et y expliquer les enjeux politiques actuels.

L'oreille des travailleurs est de plus en plus attentive au discours vrai des révolutionnaires. Cela ne sous-entend pas qu'ils soient immédiatement prêts pour la révolution socialiste !

Et puis, cela doit se faire dans la démarche marxiste-léniniste de construction du Parti mais ça, si ce n'est pas une autre histoire, c'est néanmoins un autre chapitre...

**Un sympathisant VP syndicaliste CGT**

### INTERVIEW DE BERNARD THIBAUT

*Le Monde*, 9 décembre 2004 (extrait)

**Question : Le ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo, vient de proposer la création d'un «contrat de travail intermédiaire» pour les salariés victimes d'un licenciement économique, et reprend l'expression de «sécurité sociale professionnelle» chère à la CGT. êtes-vous satisfait ?**

**Réponse :** Nous pouvons certes nous satisfaire qu'un rapport (celui de MM. Cahuc et Kramarz) propose de réfléchir sur les relations de travail et reprenne un intitulé s'inspirant de la revendication mise en avant par la CGT. Ce n'est pas banal. Mais ce n'est pas parce que l'on reprend l'intitulé ou l'objectif que nous sommes d'accord sur ce que l'on met derrière. Notre approche d'une «sécurité sociale professionnelle» ne se résume pas au droit dont chaque salarié pourrait bénéficier lorsqu'il est licencié économique. Il existe une dimension qui n'est pas abordée, la reconnaissance pour le salarié du droit d'intervenir sur la marche même de son entreprise. Le traitement du chômage c'est une chose, le bien-fondé des licenciements en est une autre.

**Question : Comptez-vous discuter avec Monsieur Borloo de son nouveau contrat pour les licenciés ?**

**Réponse :** Nous sommes demandeurs de discussions, voire de négociations (...)

## Référendum

# Le modèle Danois...

**COMMENT ÇA FONCTIONNE ?** En dix ans, le Danemark a réduit son taux de chômage de 9,6 % de la population active (1993) à 6,2 % (novembre 2004), loin de la moyenne européenne (8,8 %) ou du taux français (10,2 %).

**A QUEL PRIX ?** La loi ne fixe ni salaire minimum ni durée légale du travail. Elle ne reconnaît pas le droit de grève et n'impose pas de modèle de contrat de travail. Forte mobilité : 30 % de la main-d'œuvre changent de travail chaque année. Les Danois restent 8 ans en moyenne dans la même entreprise.

En cas de licenciement, la loi ne prévoit pas de versement d'indemnités par l'employeur. L'assurance-chômage est un système facultatif, administré par 35 caisses privées, agréées par l'Etat, proches des syndicats, ce qui explique le fort taux de syndicalisation (80 %). L'emploi à tout prix : les programmes «d'activation» pour retrouver un emploi sont obligatoires, proposant formation ou stage en entreprise. Un contrôle strict est exercé qui détermine le versement des indemnités. Limites à l'indemnisation. Pour pouvoir bénéficier des allocations, il faut avoir travaillé au moins 52 semaines au cours des 3 années précédentes et cotisé à une assurance spéciale. Dans le cas contraire, le chômeur bénéficie d'une aide sociale plus réduite. Qui paie ? Le contribuable : le taux d'imposition est de plus de 50 %.

**RÉSULTATS ?** «Ils n'ont rien de miraculeux (...) un tiers des chômeurs ont été transférés de l'assurance chômage et de l'aide sociale vers les pensions de pré-retraite et d'invalidité. Seules entre la moitié et 60% des personnes inscrites dans ces programmes (d'activation) ont un travail à temps plein et à temps partiel. Et encore, dans la plupart des cas, les bénéficiaires de l'aide sociale se retrouvent au chômage. Et les emplois publics municipaux n'améliorent aucunement les chances de trouver un travail stable, leurs bénéficiaires retournant vers l'aide sociale une fois le contrat terminé. Du reste, de l'aveu même du gouvernement, les politiques d'activation n'entraînent en rien la hausse du chômage (...) Enfin, comme dans les autres pays où il se développe, le système a contribué à tirer l'ensemble des salaires vers le bas. Au Danemark, la part des salaires dans la valeur ajoutée (richesses créées) est passé de 79,1% en 1980 à 70,9% en 1990 et 68,3% en 2000 (...) En France tout est prêt (...) ayant renoncé à modifier le comportement d'embauche des entreprises, l'Etat cherche à transformer la psychologie des bénéficiaires de l'aide sociale en leur imposant d'être sans cesse plus adaptables aux demandes du marché du travail. L'idéologie de l'«employabilité» au cœur de ces programmes rend ainsi les chômeurs responsables de leur propre sort. Désormais, ce ne sont plus les gouvernants ou les entreprises qui sont à blâmer, mais bien les exclus eux-mêmes.»

**LE PLAN DE VILLEPIN DANS LA CONTINUITÉ DU PLAN BORLOO.** De Villepin veut «mener la bataille de l'emploi». Il s'inspirerait du modèle Danois et du modèle... CGT de «Sécurité sociale professionnelle». Voyons voir ça. Bien sûr et en tout premier lieu, «alléger les charges patronales», notam-

ment celle liée à la Sécurité sociale. Mais le clou c'est, pour les petits patrons, dit-il :

\* le chèque-emploi «simplifier l'acte d'embauche», qui aura valeur de bulletin de salaire et de contrat de travail.

\* Le contrat nouvelle embauche : un «CDI» avec une période d'essai de 2 ans, c'est un CDD de 24 mois. Et comme les «nouveaux embauchés» seront souvent et rapidement chômeurs, il faudra les contrôler ; plus question de «refuser successivement plusieurs offres d'emplois raisonnables.»

Et les jeunes de moins de 25 ans seront eux aussi servis : contrat d'apprentissage, ou contrat non marchand, peu rémunéré et précaire. Contrats d'accompagnement vers l'emploi qui visent à l'insertion dans le secteur associatif et le secteur public. C'est la redécouverte des sinistres «emploi-jeunes». L'armée a besoin de main-d'œuvre et les jeunes ne s'y précipitent pas, alors, elle formera et encadrera les jeunes «qui sortent du système scolaire sans diplôme ni qualification.»

Le Plan Borloo de dé-cohésion sociale est évidemment confirmé et le MEDEF s'est félicité évidemment de ces «mesures pragmatiques» sur l'emploi.

**La bataille que va mener De Villepin est une bataille pour le «sous-emploi», il faut produire des travailleurs pauvres de second rang. Ce qui amènera à la précarité généralisée, et à l'abaissement de tous les revenus. Rien de neuf !**

**BERNARD THIBAUT SÉDUIT ?** Face au plan de Villepin, le secrétaire général de la CGT (selon l'AFP) a regretté «qu'aucune négociation avec les organisations syndicales» ne soit programmé d'ici le 1<sup>er</sup> septembre, il ajoutera (fermement et en élevant la voix, sans doute) : «*Je ne peux pas accepter qu'il y ait une ordonnance qui modifie cet été les termes essentiels d'un contrat de travail sans avoir l'assurance d'autres dispositions qui pourraient être considérées, elles, comme des sécurités.*» Tout est dans «sans avoir l'assurance d'autres dispositions». Car la direction de la CGT ne serait pas loin d'accepter cette remise en cause du Code du Travail.

SM

1. *Le Monde* du 6 juin 2005
2. Anne Daguette, chercheuse à l'université du Middlesex, Londres, *Le Monde Diplomatique*, mai 2005
3. Lire notre article ci-contre

**À COMMANDER À NOTRE BP**

Mars 2003

Contre tout licenciement les "plans sociaux", l'intensification du travail, la précarité et le chômage

Pour la défense de l'emploi la réduction du temps de travail travailler tous et moins un avenir pour la jeunesse la retraite à 55 ans

Voir, notre :

**Plateforme de lutte pour l'emploi**

0,5 € (nouvelle version, revue et complétée)

Une brochure **Partisan** 0.5 euros



Cette brochure de VP-Partisan date de 1986. Malgré ses 20 ans elle reste pourtant d'une grande actualité. L'électricité nucléaire domine toujours le secteur de l'énergie en France. Il est même question de la relancer pour plusieurs dizaines d'années. Et cette brochure montre bien comment la loi du profit et de la concurrence a modelé le système de la production d'énergie. En voici quelques extraits qui, à la lumière de ces 20 années passées, nous montrent les conséquences catastrophiques de la politique des gestionnaires «réformiste» des années 80.

## La société électronucléaire en crise

**C**OMPÉTITIVITÉ, CONCURRENCE... AMÈNENT AUX RESTRUCTURATIONS. Les dirigeants de la CGT, du PCF et même ceux de la coordination CFDT de l'Alstom ne manquent pas de critiques à l'égard de la direction du groupe. Pour les premiers, la direction privilégierait trop la rentabilité financière au détriment des investissements dans la production en France. Cela aboutirait à la casse du potentiel industriel local et national et porterait préjudice au développement énergétique de la France, donc à l'économie (capitaliste) nationale. La direction gèrerait mal ses entreprises. Pour tous, elle manquerait d'ambition, de compétence dans la recherche de nouveaux marchés, de nouveaux produits, les besoins d'équipements électriques ne manquant pas a priori en France et dans le monde. La politique commerciale d'Alstom face aux concurrents ne serait pas assez agressive.

Il y a donc accord entre tous pour mobiliser en vue de la bataille de la compétitivité contre les concurrents, mais à condition que soit accordée une plus grande place aux « représentants des travailleurs » dans le contrôle et la gestion et aussi que soient mieux répartis les profits, afin d'intéresser les travailleurs et d'invertir en France « pour exploiter français ». La crise, finalement, ce serait la faute aux patrons et il suffirait de les changer, de promouvoir quelques réformes pour en sortir.

Toutes ces critiques s'appuient sur des fragments de la réalité : des profits déclarés en légère hausse, une certaine mauvaise organisation des ateliers, des rachats d'usines étrangères, des ventes de technologie à des pays en voie de développement, la pénurie en énergie, par exemple lors des grands froids de janvier 1985, etc... Pour beaucoup de travailleurs, ces apparences donnent une image de sérieux à la propagande de la CGT et du PC. Mais outre qu'elle pousse les exploités à remettre la défense de leurs intérêts à quelques experts providentiels capables d'une meilleure gestion, plus nationale, cette propagande préserve l'essentiel pour les patrons de l'Alstom et pour la bourgeoisie française : elle se place sur le terrain de la bataille de la compétitivité, (...). Le capitalisme ne développe pas la production, production d'énergie notamment, de manière neutre, pour satisfaire les besoins de l'humanité, mais il se sert de ce besoin d'énergie pour accumuler du profit en exploitant les ouvriers en France et dans le monde.

**INTÉRÊTS OUVRIERS CONTRE INTÉRÊT «NATIONAL».** Il est inutile d'expliquer plus longtemps l'illusion qu'il y a à vouloir se battre pour «la bonne marche de l'entreprise», pour des contre-propositions industrielles. La crise ne fait que commencer dans notre secteur, et elle ira en s'aggravant, en

lien avec les autres secteurs. Notre seul avenir, c'est de regarder froidement les choses en face, de voir que le capitalisme ne peut que nous entraîner dans une spirale vertigineuse de restructurations, austérité et misère, jusqu'à la guerre mondiale, suite nécessaire de la guerre économique, si toutefois nous nous y soumettons.

Mais regarder froidement les choses en face, c'est aussi voir les formidables potentialités de la société moderne, les énormes richesses qu'elle contient pour la libération et le bonheur de l'homme. En particulier la baisse de la valeur de l'énergie, c'est-à-dire la baisse du temps de travail nécessaire pour produire l'énergie (...). A nous de combattre pour diriger autrement la société et y gagner tous en temps libéré... Pour travailler moins, tous et autrement.

A partir de ce double constat, il faut aller de l'avant. Le combat aujourd'hui, c'est celui de la défense des intérêts ouvriers, de manière intransigeante. Contre la restructuration, les licenciements, l'austérité, la flexibilité, la déqualification. Pour l'élévation du pouvoir d'achat, l'emploi, la réduction massive du temps de travail, pour de meilleurs conditions de travail.

Avec la conscience que cela attaque la compétitivité ou l'intérêt patronal face aux concurrents. Mais c'est le seul moyen d'amener les ouvriers de ces concurrents à séparer, eux aussi, leurs intérêts de ceux de leurs exploités ; et c'est le seul moyen de briser cette spirale d'exploitation croissante, à laquelle la crise pousse tous les capitalistes.

Le capitalisme développe les machines contre l'homme. Nous l'avons vu avec le nucléaire, où la sécurité est bradée pour accélérer le rythme d'accumulation des profits ; où les risques sont soigneusement tenus secrets ; où la production débouche toujours plus sur la militarisation de la société ; où les coûts sont toujours plus supportés par les petits consommateurs.

Notre combat doit aussi porter contre ce développement, pour le droit à l'information et à l'élargissement de nos connaissances générales (formation), pour la sécurité des installations ; et aussi pour la baisse du coût de l'électricité aux particuliers. (...) Notre combat, c'est (...) enfin de s'organiser et de construire peu à peu un véritable parti capable de diriger la classe ouvrière. Un parti capable en particulier de fournir l'analyse concrète et scientifique de tous les problèmes politiques et sociaux (...). C'est un peu dans ce sens qu'est allée cette plaquette.

Voilà le seul chemin d'avenir, même s'il semble plus difficile. La crise nous fait comprendre à chaque fois un peu plus les limites de la lutte syndicaliste. Sachons en tirer les conséquences !

La société électronucléaire en crise, 1,5 euro, une brochure à commander à notre boîte postale



Invités par les camarades allemands venus à Saint-Ouen le 21 mai (voir page ci-contre), nous sommes allés à trois à Mannheim, le lundi 30. A 15 heures, les ouvriers sortaient en bleus, rejoints par leurs familles et des délégations d'autres usines Alstom (Berlin, Stuttgart,...). Un long cortège se formait jusqu'à la place centrale de la ville. Nous avons été reçus comme des vedettes. On nous passait le micro pour que les «Non aux licenciements !» en français s'ajoutent aux «Hop ! Hop ! Hop ! Abbau Stop !» (Stop à la destruction ! des usines et acquis sociaux). On nous a demandé d'intervenir en français (traduit) à la tribune. 900 suppressions d'emplois sur 2 200 personnes ont été annoncées à Alstom-Mannheim, mais pour tous c'est l'avenir de l'usine qui est en jeu.

## Areva vu d'Afrique

**Dans un article intitulé «Cogemagouilles ?», le journal satirique africain «Le Gri-Gri international» décrit les réactions d'AREVA mise en cause pour les agissements de sa filiale Cogema au Niger : à la manière de n'importe quel trust impérialiste, nationalisé ou pas. Nous reproduisons l'intégralité de l'article :**

**A**ccusée d'exploiter l'uranium nigérien au mépris de la santé des populations locales, la Cogema a déployé des trésors de com' pour se «blanchir». Gravement mise en cause par l'association Sherpa et par un documentaire diffusé sur Canal+, la Cogema souhaitait «rétablir les faits». La polémique qui entoure l'exploitation de la mine d'Arlit au Niger devait partiellement s'éteindre après la publication d'une étude «indépendante» réalisée par l'IRSN (insti-

tut de radioprotection et de sûreté nucléaire). «Areva mis hors de cause dans la polémique sur ses mines au Niger», osait *La Tribune* du 22 avril, au lendemain de la publication officielle du rapport. Sauf que «l'indépendance» de l'étude prête à sourire, lorsque l'on sait que la Cogema l'a commandée, financée, qu'elle est basée en grande partie sur des données fournies par l'entreprise, et qu'elle n'aurait jamais été rendue publique sans son accord.

Contacté par *Le Gri-Gri*, Didier Gray, un des auteurs du rapport, ne fait d'ailleurs pas de mystère sur cette «mission légère» de quatre jours, «réalisée à titre commercial», où «la question sanitaire des travailleurs n'a pas du tout été abordée». Autre contre-feu allumé par la Cogema, le voyage de presse organisé au mois de février a rencontré un franc succès. Quasiment tous les grands médias ont répondu pré-

sent, et comme en témoigne un des journalistes invités, «Ils avaient déployé les grands moyens pour que nous soyons le plus à l'aise possible. Ils nous présentaient une vision totalement idyllique des choses».

Une bienveillance qui transpire dans nombre de «reportages» consacrés à Arlit, notamment celui publié dans *Le Figaro*. «Les journalistes sont partis avec en tête une polémique un peu germano-pratine (sic), et ils sont revenus en ayant découvert un pays. Et ça, c'est toujours positif», explique-t-on le plus sérieusement du monde au service de presse de la Cogema, qui ne compte pas en rester là. Pour faire taire définitivement les mauvaises langues, l'entreprise promet pour l'année en cours «une étude épidémiologique sur l'impact sanitaire de 40 ans d'exploitation minière. Indépendante, cela va de soi...»

Marc de Miramon

Moment fort et espoir d'un internationalisme renaissant, plein de vigueur ! Voilà ce qu'a été la rencontre du samedi 21 mai dernier, à la Bourse du travail de Saint-Ouen. Rencontre impulsée par le Groupe de Défense de l'Emploi (GDE), créé en mars dernier autour d'un noyau d'anciens de l'usine Alstom-Areva, avec la participation de militants de l'usine et du département 93, membres de

la CGT, de la CFDT, de Partisan, de la CNT, de la LCR... Sur l'invitation du GDE, des camarades allemands de l'usine ABB à Mannheim, des camarades espagnols d'Opel Saragosse étaient présents pour témoigner de la réalité des restructurations dans leur secteur et plus largement dans leur pays, et des actions de résistance ouvrière.

# LE "GROUPE DE DÉFENSE DE L'EMPLOI" DONNE UNE DIMENSION INTERNATIONALE À LA LUTTE

**A**REVA : LE N°1 MONDIAL DE L'INDUSTRIE NUCLEAIRE FERME UN SITE. Aucune explication ne tient la route, sauf la course au profit maximum, quitte à sacrifier toute considération humaine envers les travailleurs. Ceci est d'ailleurs la raison de la création du GDE en solidarité et soutien avec les 300 travailleurs d'Areva Saint-Ouen. Ils sont en butte à un projet de fermeture de l'usine, mené selon une guerre d'usure sournoise : vider les ateliers et casser le collectif ouvrier par des plans de formation reconversion (il n'y en aura pas pour tout le monde !) avant même d'avoir formellement annoncé la liquidation prévue pour 2006 !

Comme le disait la déléguée CGT présente à notre meeting, «*les carnets de commande d'Areva sont pleins*» mais les restructurations en cours vont concerner plusieurs sites en Europe engendrant des milliers de suppressions d'emplois.

## PEUT-ON ENGAGER LA RESISTANCE SEULEMENT LOCALEMENT ?

La question, bien entendu, ne s'adresse pas en priorité aux ouvriers de Saint-Ouen qui mènent une résistance courageuse (boycott du CCE et diverses manifestations du refus des solutions «au cas par cas») ; la question est à travers toutes les centrales, ainsi qu'aux partis et organisations.

## OPEL SARAGOSSE : GM LIQUIDE DES EMPLOIS AU NIVEAU MONDIAL.

Selon le témoignage des camarades présents, depuis 2001 Opel procède à des vagues continues de licenciements, les premiers touchés étant les travailleurs des sous-traitants. Là encore, un contournement de l'affrontement direct avec les travailleurs est passé par une série de mesures malsaines : des accords concernant une plus grande flexibilité ont été imposés avant toute annonce de licenciements, une double grille de salaires s'est mise en place, avec des salaires au rabais pour les nouveaux embauchés ; du chômage technique à récupérer lorsque l'entreprise en aura

besoin a été imposé, impliquant un travail samedi, dimanche, et sur les congés... Accords crapuleux signés par l'ensemble des syndicats - sauf la CGT présente - sans même en avoir informé les travailleurs de l'usine... Il va donc tomber des licenciements, des pré-retraites, des départs de travailleurs malades, à prendre en charge par la Sécurité, des reconversions aléatoires pour certains...

## PEUT-ON DÉFENDRE LES INTÉRÊTS OUVRIERS DANS LE CADRE DE L'EUROPE, SOCIALE OU NON ?

Sûrement, cela n'est pas suffisant, mais à vrai dire, selon les camarades présents, la coordination indispensable au niveau européen ne s'est même pas mise en place, chaque site se trouve ainsi livré à ses forces réduites de résistance.

## ALLEMAGNE : LE CHÔMAGE DE MASSE SE DÉVELOPPE.

Selon les camarades présents, pour 5,9 millions de chômeurs déclarés, on doit en réalité considérer qu'ils sont

plus de 9 millions... Les travailleurs résistent pourtant comme ils le peuvent aux conséquences terribles de ces concentrations de monopoles, et à ABB des luttes acharnées ont permis de retarder la fermeture d'un site ; 23 grèves en un an, cela compte encore plus lorsque l'on sait qu'en Allemagne la grève est illégale en dehors des périodes de négociations salariales... il faut donc s'opposer frontalement à un droit du travail plus restrictif et plus répressif que celui que nous connaissons actuellement en France !

## PEUT-ON SE BATTRE AVEC DES PLATEFORMES REVENDICATIVES DIFFÉRENTES SELON LES PAYS ?

L'argumentation du patronat allemand sonne un petit air connu à nos oreilles : «*Vous êtes les travailleurs qui ont le temps de travail le plus court, et les congés les plus longs*». Merci patron ! N'est-il pas temps, et même plus que temps, de coordonner nos forces pour des batailles revendicatives sur des plate-formes unitaires ? Et pourquoi n'est ce pas ce qui se passe déjà ?

## « QUI PAIE LE MUSICIEN COMMANDE LA MUSIQUE. »

C'est en tout cas ce qu'affirment dans la salle divers intervenants, très critiques vis à vis des directions des centrales syndicales : sans que les travailleurs soient vraiment informés ni consultés, on voit souvent, comme en Belgique, les syndicats traditionnels servir de relais habituels pour mettre en place les restructurations.

C'est encore l'opinion du camarade de Roissy, — secteur public mais promis à la privatisation —, où les travailleurs ont dû se battre sans, et parfois même contre, les syndicats, de 1989 à 1992 pour obtenir le retrait d'un projet de la direction impliquant des licenciements. Nouvelle attaque, sans mobilisation syndicale en 1997, et enfin le clou, en 2000, avec le Ministre des Transports PCF, Gayssot, dans la droite lignée de ses prédécesseurs !

## ON PEUT GAGNER UNE BATAILLE. MAIS ENSUITE ?

Telle est la question que pose un camarade heureux de témoigner de la victoire récente des travailleurs de Citroën Aulnay qui viennent d'obtenir 100% d'indemnisation des jours de chômage technique imposé par la direction qui, cette fois-ci, a mis les pouces face à la détermination du collectif ouvrier, dans une usine dont pourtant, les méthodes ultra-répressives sont bien connues.

## OUI, ENSUITE ? QUELLES PERSPECTIVES ? ALORS QUE, PARTOUT, MONTENT LA FLEXIBILITÉ ET LA PRECARITÉ ?

Ainsi, selon les camarades d'OPEL, pour 8 500 travailleurs en CDI, l'usine emploie 400 précaires, en contrat de 1 à 5 ans, dont le salaire est de 500 euros

inférieur à celui des fixes ; et qui travaillent chez des sous-traitants où il n'y a pas, à la différence de chez Opel, de présence syndicale... Et le cas d'Opel est loin d'être une exception. Ici-même en France, nous voyons se développer les contrats précaires, les travailleurs flexibles, les salaires au rabais...

## À TRAVERS L'EUROPE ET PARTOUT DANS LE MONDE, LA POLITIQUE DES MULTINATIONALES EST LA MÊME.

Partout l'on voit se multiplier les accords impliquant une plus grande flexibilité, une détérioration des conditions de travail des ouvriers avant l'annonce de la fermeture des sites ; une absence d'information sur les projets des directions patronales, en dépit du droit du travail ; un développement de la sous-traitance et de la précarité du travail ; des plans comportant des pré-retraites sans remplacement des emplois perdus ; des projets ignobles visant à se débarrasser des travailleurs malades en les renvoyant cassés à la charge de la société, quand ce n'est pas purement et simplement à leurs proches (amiante à Alstom).

Le tout constituant un durcissement de la politique patronale, actuellement à l'offensive contre les collectifs de travailleurs !

## DONNER UNE DIMENSION INTERNATIONALE ET UN CARACTÈRE INTERNATIONALISTE À NOS LUTTES EST LA SEULE PERSPECTIVE DE RESISTANCE À LA HAUTEUR DE CES ATTAQUES.

Pour construire partout des foyers de résistance plus solides :

Partout, nous devons impulser, dans nos syndicats, lorsque cela est possible, ou à côté, des initiatives communes de luttes : grève le même jour partout !

Nous devons associer la population aux luttes de défense de l'emploi : car nous sommes tous et toutes concernés, nous savons bien que pour un travailleur licencié, il y a facilement trois personnes touchées !

Nous devons tout mettre en œuvre pour construire de nouveaux réseaux de solidarité à la fois au sein de nos entreprises, entre entreprises, et en direction des chômeurs et des exclus !

**POUR CELA TROIS CONDITIONS :**  
Comme l'a exprimé un camarade de Partisan, «*la volonté politique, la clairvoyance politique, l'organisation politique !*»

**SANS ATTENDRE ET POUR ALLER PLUS LOIN DANS CE SENS, LE GDE SE REUNIT TOUS LES 15 JOURS A 17 H A LA BOURSE DU TRAVAIL DE SAINTOUEEN. REJOIGNEZ-LE !**

**PROCHAINE REUNION MARDI 28 JUIN 05**

Brigitte Clément

## Message de solidarité aux travailleurs en lutte

Le plan de suppression d'emploi est européen — au total 1500 emplois sont menacés d'être supprimés ou externalisés. A Saint-Ouen en France, à Kassel et Dresde en Allemagne, à Stafford en Angleterre, on nous dit : «*Vous n'êtes pas compétitifs* ! » Ce qui compte pour Areva, c'est sa stratégie globale en tant que numéro un mondial de l'industrie nucléaire : la conquête des marchés du monde, en Chine, en Inde... La concurrence féroce avec d'autres groupes américains ou asiatiques se fait sur notre dos.

Nous sommes tous concernés — par le chômage, par la précarité, par la dégradation des conditions de vie. Les familles et nos enfants en font les frais. La situation est la même dans d'autres groupes, dans d'autres pays :

— A notre réunion, **LES CAMARADES DE GÉNÉRAL MOTORS DE SARAGOSSE EN ESPAGNE** ont parlé de leur situation difficile : 617 salariés licenciés dans les boîtes soustraitants dans les mois à venir. Les jours de chômage techniques à récupérer au gré de la direction. Pour eux, ce n'est qu'un début car, malheureusement, 12 000 postes doivent être supprimés au niveau européen dans la firme d'Opel. Cette annonce a provoqué des réactions en Allemagne et a déclenché une importante grève après des initiatives à la base et des nombreuses manifestations et actions de solidarité. Les ouvriers d'Opel se sont organisés avec d'autres sites. Même si la lutte n'a pas encore pu aller jusqu'au bout, les patrons rencontrent

assez de difficultés aujourd'hui pour mettre en place leur plan de licenciement.

— **LES CAMARADES D'ALSTOM / MANNHEIM EN ALLEMAGNE** sont en grève et organisent une journée d'action le 30 mai 2005.

— **LES CAMARADES BELGES D'ARCELOR** nous ont fait savoir qu'ils engageaient en ce moment une lutte contre les restructurations et qu'ils soutenaient notre meeting.

— Les patrons de **DAEWOO/LONGWY** ont bénéficié d'exonération de charges alors qu'ils avaient déjà décidé de fermer le site. L'annonce avait été faite officiellement en 2002. **LES SALARIÉS ONT ALORS ENGAGÉ UNE LUTTE DURE** et ont dû faire face à la répression.

**COMMENT RÉAGIR FACE À CES ATTAQUES ?** L'argument de la compétitivité veut nous diviser. On veut nous monter les uns contre les autres. Nous ne voulons pas rentrer en concurrence avec les travailleurs chinois ou indiens. Lorsque la direction française de Renault licencie à Dacia en Roumanie, notre solidarité va aux ouvriers roumains et à leurs familles.

**SUR QUI POUVONS-NOUS COMPTER ?** Sur l'Etat et les responsables politiques ? Est-ce qu'ils vont proposer ou imposer une économie alternative aux patrons ? L'expérience prouve le contraire : Areva est un groupe appartenant à 90% à l'Etat français. Les plans de restructuration sont donc des plans de l'Etat. La privatisation d'Areva cette année ne visera

qu'un seul objectif : d'être attractif pour les actionnaires qui attendent de gros bénéfices.

**DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS N'EST POSSIBLE QUE PAR NOUS-MÊMES !**

**LES TRAVAILLEURS D'AREVA/SAINT-OUEN, DE KASSEL, DRESDE, REGENSBURG, DE ALSTOM/ MANNHEIM, DE DAEWOO/LONGWY MÈNENT LES MÊMES LUTTES.**

Les plans de restructurations concernent tout un groupe, plusieurs sites, plusieurs pays ! Notre réponse doit se faire au même niveau. La lutte entreprise par entreprise est nécessaire et en même temps, elle ne suffit plus. Défendre nos emplois et nos droits n'est possible que par la solidarité au niveau du groupe, au niveau international, par des luttes et revendications internationales :

**Un emploi pour tous sans perte de salaire et sans dégradation des conditions de travail !**  
**Réduction du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche, sans flexibilité !**  
**Même salaire pour le même travail-international !**

**ENGAGEONS-NOUS DANS NOS ORGANISATIONS ET SYNDICATS POUR L'INTERNATIONALISME DE LUTTE. ENGAGEONS ET ORGANISONS DES ACTIONS, DES MANIFESTATIONS ET DES GRÈVES AU NIVEAU INTERNATIONAL !**

**VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !**

Il y a 60 ans l'armée soviétique libérait le camp de concentration d'Auschwitz. L'horreur du nazisme apparaissait au grand jour aux populations. Les puissances alliées qui avaient combattu Hitler disaient «découvrir les massacres, le génocide des Juifs, celui des Tziganes, des homosexuels...», bref, les Alliés prétendaient ne rien savoir auparavant. L'affaire serait enten-

due, Hitler serait un «fou sadique frustré». Tous ces gouvernements qui, cette année, fêtent la libération des camps et qui nous parlent du devoir de mémoire : Bush, Chirac, Poutine, ont du sang sur les mains. Les gouvernements bourgeois qui les ont précédés, des années 30 à 45 savaient ce qui se passait dans les camps : ils avaient lu et fréquenté Hitler et savaient à quoi

s'en tenir, mais pour eux «mieux valait Hitler que le Front Populaire». Nous ne voulons pas nous contenter de dire que le génocide des Juifs et des Tziganes a bien existé ainsi que les chambres à gaz, mais analyser les racines idéologiques et politiques de ce génocide en tant que marxistes-léninistes.

## Qui savait quoi ? Et depuis quand ?

**D**ans l'Histoire, l'anti-judaïsme n'a pas été une spécificité allemande. Au Moyen-Âge il y eut partout en Europe des pogroms contre les juifs. Au 19<sup>e</sup> siècle, les mouvements d'extrême-droite utilisèrent le racisme partout. La police secrète du Tzar sort un faux document «secret», le Protocole des Sages de Sion, qui servira de texte de base à tous les mouvements antisémites pour «prouver» le soi-disant complot Juif. Durant cette période, en France, Gobineau écrit un essai sur «l'inégalité des races», et les mouvements d'extrême-droite montent l'affaire Dreyfus.

En 1924, Hitler écrit Mein Kampf. Il faudra attendre la crise de 1929 pour que le parti nazi développe son audience. À cette époque, ce parti attire les petits bourgeois ruinés par la crise et soumis à la concurrence des «gros» capitalistes. L'antisémitisme permettra de faire le lien entre les classes sociales. Pour la petite bourgeoisie déclassée, les banderoles nazies proclament que «500 000 juifs, c'est 500 000 chômeurs» ; pour les petits commerçants, c'est l'élimination des concurrents juifs lors de la «Nuit de Cristal» en 1938. Pour avoir le soutien des monopoles impérialistes allemands, Hitler promet de briser les organisations ouvrières, dont le Parti communiste. Dans son analyse, les juifs contrôlèrent à la fois le capitalisme international «apatride» et le mouvement communiste international. Bref, un complot international contre l'Allemagne, qui serait responsable de la défaite de la guerre de 14-18. La théorie du complot, comme celle de l'antisémitisme et des races inférieures, sont souvent utilisées par l'extrême-droite et ce partout dans le monde.

En 1933, les premiers à être jetés dans les camps de concentration en Allemagne furent les communistes et les révolutionnaires, suivis par les sociaux démocrates et les antifascistes. En avril 1933, les nazis organisaient le boycott des magasins juifs. Dès cette période, étaient testées, sur des handicapés, les chambres à gaz. L'homme est réduit à sa dimension productive.



Des dizaines de milliers d'enfants furent assassinés à Auschwitz. Bien qu'hideusement maltraités, certains survécurent jusqu'à l'arrivée de l'Armée Rouge, le 26 janvier 1945. Tous avaient un numéro tatoué sur le bras

Ensuite ces chambres à gaz serviront pour les Juifs et les Tziganes qui furent directement assassinés sans aucune forme de procès.

En 1935, l'Internationale Communiste, par la voix de Dimitrov, déclarait : «Chaque jour dans les camps de concentration de l'Allemagne fasciste, dans les sous-sols de la Gestapo, dans les cachots polonais, dans les sûretés générales bulgares et finlandaises, en Italie... on fait subir aux meilleurs fils de la classe ouvrière, aux paysans révolutionnaires, aux champions d'un avenir radieux de l'humanité, des violences et des brimades si répugnantes qu'elles font pâlir les agissements les plus infâmes de l'Okhrana tsariste. Le fascisme scélérat d'Allemagne transforme en une bouillie sanglante le corps des maris en présence de leurs femmes. Aux mères, il envoie par colis

postal la cendre de leurs fils assassinés. La stérilisation est transformée en un instrument de lutte politique. Dans les salles de tortures, on injecte de force, aux antifascistes prisonniers, des substances toxiques, on leur brise les mains, on leur creve les yeux, on les suspend, on les gorge d'eau, on leur découpe le signe fasciste dans la chair». De ces documents, avant guerre, il y en avait d'autres. Mais ce qui faisait que les bourgeois ne disaient rien ou plutôt étaient complices du fascisme, c'est qu'en période de crise aiguë du capitalisme les fascismes pouvaient barrer la route à la révolution : «Les milieux impérialistes tentent de faire retomber tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme... Le fascisme c'est le pouvoir du capital financier. Le fascisme c'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels. Le fascisme en politique extérieure, c'est le chauvinisme sous sa forme la plus grossière, cultivant une haine bestiale contre les autres peuples». Mais ce n'est pas «la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de la classe bourgeoise – la démocratie bourgeoise – par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave, qui empêcherait le prolétariat révolutionnaire de mobiliser les couches laborieuses...» Les bourgeoisies connaissaient bien le fascisme, mais c'était un allié bien trop précieux, les liens trop étroits pour le dénoncer, d'ailleurs comme nous l'avons vu, fascisme et antisémitisme étaient à la mode dans la bourgeoisie d'avant-guerre. Les alliés vont s'attaquer au nazisme quand ses visées de conquérant impérialiste vont lui porter ombrage et vont même s'allier à l'URSS afin de le défaire. Entre temps, le

nazisme passera de massacres, à la «solution finale» par une planification industrielle de la mort par les chambres à gaz : le génocide. La défaite du nazisme se fera au prix de millions de morts.

«LE PACTE AVEC LE DIABLE». Sous ce titre, un livre\* analyse les relations des Alliés et des nazis pendant et après la seconde Guerre mondiale. L'auteur ressort les archives secrètes de cette période qui viennent d'être rendues publiques. On peut dire que les gouvernements Alliés savaient presque tout de ce que les nazis étaient en train de préparer.

Très tôt, les premières informations sur le massacre des juifs apparaissent dans les journaux, sous forme de brèves. Le 24 juin 1939, l'Allemagne nazie et ses alliés attaquent l'URSS. Des milliers de Juifs sont exécutés dans les territoires conquis par des unités spéciales, les Einsatzgruppen.

Les informations arrivent car les Britanniques ont cassé les codes de communications des nazis. Le 20 juin 1942, à la conférence de Wannsee, les nazis planifient et vont accomplir jusqu'au bout «la solution finale». Une deuxième vague de massacres «scientifiques» se prépare. Un industriel allemand, propriétaire d'une minoterie à Auschwitz, fait parvenir aux Alliés un rapport sur les nouveaux moyens d'extermination. Fin 42, l'affaire est dévoilée par le Congrès Juif mondial. Les responsables US parlent de rapport non confirmé et surtout dévoilent la pensée qui prédomine. «Notre principale préoccupation : gagner la guerre. Toute considération doit lui être subordonnée.» Devant le fait que les Alliés ne font rien pour contrer le génocide, début 43, des parlementaires anglais rédigent une motion demandant «des mesures immédiates». Le 1<sup>er</sup> mars 43, à New-York, une manifestation de 75 000 personnes demande «d'arrêter Hitler immédiatement», sans succès.

Le 19 avril 1943, débute l'insurrection du ghetto de Varsovie. Pendant ce temps, une

conférence des Nations Unies décide surtout de ne rien faire afin de ne pas «nuire à l'effort de guerre des Alliés, en acceptant de nouveaux réfugiés».

On pourrait aussi se demander pourquoi les Alliés n'ont pas utilisé les puissantes radios dont ils disposaient et qui étaient très écoutées dans les pays occupés par les nazis. À l'été 44, les Alliés bombardent Auschwitz, mais leur cible est le complexe de fabrication d'essence synthétique à moins de 10 km des chambres à gaz qui tournent encore à plein régime. Ils ne donnent pas suite à l'idée de bombarder les voies ferrées qui se rendent à Auschwitz. Le 25 avril 1945, les Américains libèrent Dachau, puis Mauthausen, le 5 mai ; alors que rien ou presque ne fonctionne dans ce pays en déroute, les chambres à gaz y fonctionnent encore le 28 avril.

L'opinion publique découvre alors le génocide et les massacres, mais que faire des bourreaux ? Parmi les services secrets US commence à germer l'idée que seuls d'anciens nazis seront à même de les aider à lutter contre le communisme. Les futurs services secrets allemands seront reconstruits avec d'anciens criminels de guerre nazis, avec l'appui des conservateurs et de certains industriels allemands. Les USA vont faire entrer sur leur territoire des milliers d'anciens nazis criminels de guerre afin de les protéger de la vindicte populaire et de peur qu'ils ne soient enlevés et jugés en l'URSS. Le gouvernement accorde sans problème la nationalité US à des milliers de savants allemands et autrichiens dans le cadre de la récupération des cerveaux du III<sup>e</sup> Reich. Parmi eux Werner von Braun, le père du programme spatial américain. Derrière la légende de von Braun : un ancien SS et 20 000 détenus morts sous ses ordres en fabriquant des fusées V1 et V2 au camp de concentration de Dora.

Le devoir de mémoire c'est aussi se rappeler que, pour combattre les nazis, il a fallu que l'impérialisme US se rende d'abord compte qu'ils étaient des concurrents dangereux, et ensuite que, face au danger «communiste», on pouvait s'allier avec eux sans complexe. Mais l'impérialisme US n'a pas été le seul à agir ainsi, tous les autres impérialismes, dont le nôtre, ont suivi la même tactique même si c'est à un plus petit niveau.

\*Pacte avec le diable, de Fabrizio Calvi, Albin Michel

## LES ERREURS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Si, après des hésitations et des erreurs, l'Internationale Communiste analyse et dénonce le fascisme, elle sous-estime la partie antisémite du programme d'Hitler. Dimitrov ne dit pratiquement rien sur l'ouvrage d'Hitler, «Mein Kampf», qui ne cesse de citer comme cause de la grave crise sociale que traverse l'Allemagne, le «judéo-bolchevisme apatride», c'est-à-dire ses principaux ennemis, les juifs et les communistes. «La doctrine juive du marxisme rejette le principe aristocratique observé par la nature, et met à la place du privilège éternel de la force et de l'énergie, la prédominance du nombre de son poids mort. Elle nie la valeur individuelle de l'homme, conteste l'importance de l'entité ethnique et de la race, et prive ainsi l'humanité de la condition préalable mise à son existence et à sa civilisation». Pour Hitler «l'égalité des races entraîne à juger parallèlement les peuples et les hommes. Le mar-

xisme international n'est lui-même que la transformation, par le juif Karl Marx, d'une doctrine politique précise générale déjà existante.» Pour finir, il donne comme tâche «à l'Etat raciste de veiller à ce que soit écrite enfin une histoire universelle dans laquelle la question des races sera mise au premier rang». C'est la lutte de race contre la lutte de classe. Pour cela il lui faudra éliminer les Juifs, et les communistes.

En 1933, Manouïlsky, dirigeant de l'Internationale communiste, écrivait : «dans de nombreux pays hautement développés, le fascisme sera le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale». Cette analyse mécaniste pourra servir de base à ceux qui pensaient qu'après la grave crise de 1929, le capitalisme pourrissant, allait tomber seul comme un fruit mûr après le passage par le fascisme. Comme toujours, c'est la lutte de classe qui est déterminante pour vaincre le fascisme et le capitalisme.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- Des voix sous la cendre, manuscrits des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau. Calman-Lévy Ed., 2005
- Si c'est un homme, de Primo Levi, Ed. Julliard
- Mais aussi lire les auteurs : Jorge Semprun, David Rousset, Robert Antelme
- Maus, d'Art Spiegelman (bande dessinée)
- Auschwitz, de Pascal Croci





**“ Il y a un vrai danger réactionnaire aujourd'hui, mais il est porté par les partis de droite ou de gauche : ce sont eux qui ont mis en place, ces dernières années, des mesures et des lois très répressives. Ces lois remettent très souvent en cause les libertés démocratiques, les droits des travailleurs et les acquis sociaux. Extrait de notre brochure De la résistance à la contre-offensive**

## POURQUOI UNE TELLE RÉPRESSION ?

**S'**agirait-il d'une politique gouvernementale un peu folle ? D'une police hors contrôle ? D'une justice qui dérape ? D'un accident de parcours ? D'une erreur de jugement ?

Rappelons que les gouvernements successifs, — de droite comme de gauche —, ont mis en place tout un arsenal répressif dont l'unique but se révèle aujourd'hui : contenir les protestations sociales. La nomination du nouveau gouvernement Villepin-Sarkozy n'a pas été faite pour inverser la tendance !

Nous écrivons, dans notre analyse de la situation économique, sociale et politique de la France d'aujourd'hui, que « si la classe bourgeoise française est à l'offensive, c'est que sa marge de manoeuvre est de plus en plus réduite (...) Pendant les trente années qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale, le développement de la production et des profits pouvaient aller de pair avec une expansion des marchés et une certaine amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ce temps est révolu à jamais. Les capitalistes ne peuvent plus lutter contre la baisse de leurs taux de profit qu'en prenant des parts à leurs concurrents, qu'en augmentant l'exploitation de façon des plus violentes. Nous sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée (...) Cette guerre contraint la bourgeoisie à remettre en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite), à accroître la précarité, à réduire les prestations chômage. Cette guerre la contraint à engager restructurations sur restructurations (...) Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la 'paix sociale' (...) À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État. »

Extrait de notre brochure De la résistance à la contre-offensive, 26 pages, 2 euros

# GRÈVES ET PROTESTATIONS POPULAIRES RÉPRIMÉES MILITANTS TRAÎNÉS EN JUSTICE ET JETÉS EN PRISON

## LE MOUVEMENT LYCÉEN TRAÎNÉ EN JUSTICE

Non content d'être resté sourd à un mouvement légitime, non content d'avoir fait voter une loi régressive, non content d'avoir provoqué des violences policières lors des manifestations et des interpellations à la suite d'occupations, le gouvernement persiste et traîne en justice Samuel Morville. Ce lycéen, membre de la Coordination lycéenne, a été condamné à 500 euros d'amende et cinq mois de prison avec sursis (Julien Dray, porte-parole du PS, a souhaité, le 25 mai, l'application de la peine). Des amendes de plusieurs milliers d'euros, des peines de prison ont déjà été prononcées contre des lycéens et des lycéennes interpellés lors de manifestations ou de blocages d'établissements. D'autres procès sont prévus.



## FOYERS SONACOTRA : LA RÉPRESSION CONTINUE

Jeudi 2 juin à 6 h du matin, contrôle d'occupation au foyer de la Fontaine-auroi. Les chambres sont fouillées par la police et chaque résident immigré doit donner son nom et son numéro de chambre. La crise du logement oblige les résidents à héberger leurs proches et à s'entasser dans des foyers. D'autant qu'il leur est impossible d'obtenir des logements HLM et que les pouvoirs publics bloquent toute nouvelle construction de foyer. A Tremblay-en-France, Garges-lès-Gonesse, Saint-Ouen-l'Aumône, Drancy, Pantin, Saint-Denis Paris,... de nombreux résidents ont été traînés devant la justice.

## TRAQUENARD CONTRE LES SANS-PAPIERS

Un rassemblement autorisé par la préfecture de Paris, à la Cité, a été l'occasion d'arrêter des délégués du Comité des Sans-papiers de Seine-et-Marne. Des policiers ont profité de déplacements hors du groupe pour les interpellés et les emmener. Le rassemblement était pacifique. « A-t-on encore le droit de dénoncer la misère et l'exploitation capitaliste ? », déclare un communiqué d'Acif.



Au sortir du Tribunal, Kamel, militant syndical de Daewoo, avec son avocat.



## POSTIERS REPRIMÉS

Après l'annonce, de la suppression de 48 emplois au centre de tri de Bordeaux, un rassemblement est appelé par les organisations syndicales. Le GIGN (unité anti-terroriste de la gendarmerie, donc de l'armée) intervient violemment. Les représentants du personnel (3 CGT et 2 SUD) sont embarqués et placés en garde à vue ainsi que quatre autres salariés. Cinq agents ont été assignés en référés, ainsi que les syndicats CGT, CNT et SUD pour « séquestration de moins de 7 jours, entrave à la circulation des personnes et entrave à la liberté du travail ». En comparution immédiate, le juge a donné tort à La Poste. Malgré cela, La Poste a suspendu 14 agents qui risquent évidemment de très lourdes sanctions. Des mouvements de grève de solidarité se sont développés dans les centres de tri de Bègles et Agen et le centre de



dialoguez avec  
**LA POSTE**

distribution de Bordeaux est en grève illimitée depuis dimanche 29 mai. Des actions de soutien ont été déclenchées à Toulouse, Orléans, en banlieue parisienne et dans les Bouches-du-Rhône.

## LE SYNDICAT CNT VICTIME DE VIOLENCES POLICIERES ET D'ACTIONS EN JUSTICE

Le samedi 12 février, vers 23h, sans aucune raison, la police a chargé un concert de soutien à l'Union Régionale CNT qui se déroulait dans ses locaux parisiens, siège de la CNT. Plus de deux cents agents, dont une trentaine en tenue anti-émeute, ont matraqué et gazé aux bombes lacrymogènes les participants.

Aucune plainte à l'origine de ces violences policières, aucune action illégale non plus.

Le jeudi 24 mars à 7h du matin, trois militants de la CNT-Béthune, un de la CNT-Lille et un du Comité de Solidarité Basque de Lille faisaient l'objet d'une perquisition à leur domicile. Ils furent mis en garde à vue jusqu'en début d'après-midi et durent subir photométrie, prises d'empreintes génétiques, prélèvements d'ADN, confiscation de disquettes, fouille des véhicules et même cachot pour l'un des militants CNT.

Le mardi 29 mars, le responsable national des publications sur le site internet de la CNT était convoqué pour audition par la police judiciaire de Paris. Le Parquet a

ouvert une enquête pour délit de presse suite à une plainte de l'entreprise Bouygues. Serait-ce la publication d'un tract dénonçant la complicité de Bouygues, constructeur n°1 des prisons en France, avec la politique répressive de l'État français, qui serait en cause ? Etc...

Une avocate jetée en prison sur la base de nouvelles lois liberticides dénoncées justement par les syndicats de la Magistrature ; des prisons pour mineurs sont construites sur tout le territoire, Kamel, militant CGT de l'usine Daewoo à Longwy, est lourdement sanctionné lors d'un conflit social.

## DEUX DÉCLARATIONS DE PARTISAN

### SOLIDARITÉ AVEC LES 9 POSTIERS DE BORDEAUX

La Poste continue ses restructurations et ses provocations contre ceux qui luttent et qui résistent, ainsi nos camarades postiers ont été inculpés et retirés du service. Partout c'est l'interdiction des assemblées générales, les huissiers pour constater le moindre manquement à la loi et l'ordre bourgeois. On l'a vu lors de la restructuration des bureaux distributeurs à Paris et dans les centres de tri en province.

La direction de la Poste s'inspire du privé où des milliers de délégués ont été licenciés. Ainsi, à Longwy, la direction veut mettre sur le dos d'un délégué un incendie qui a détruit l'usine Daewoo. Ainsi à Angers, des militants CGT ex ACT ont été deux jours en garde à vue, dernièrement, pour une occupation remontant à deux ans. Ainsi des délégués lycéens sont inculpés pour avoir répondu aux provocations policières. Depuis la loi Quillès en 92, à la Poste, il n'est pas un jour sans restructuration et répression plus ou moins accentuée suivant la période politique.

Nous apportons notre solidarité aux inculpés et à ceux qui poursuivent la lutte. Dans la mesure de nos moyens nous ferons connaître leur juste lutte.

Le Comité directeur de l'OCML VP-PARTISAN

### LIBERTÉ POUR LES CAMARADES MAJ ET CZEPPÉL !

Le 26 mai 2005 les camarades Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel, militants du (nouveau) Parti Communiste italien (n)PCI ont à nouveau été arrêtés à Paris. La bourgeoisie impérialiste italienne, avec la complicité des Autorités Françaises recommence à frapper le (n)PCI, pour étouffer son activité. Le prétexte de la « guerre au terrorisme » est un mensonge qui vise toujours à dissimuler aux masses populaires les vrais motifs de la persécution systématique du (n)PCI. C'est ça l'Europe en construction, impérialiste et agressive au niveau international, oppressive contre les oppositions intérieures. Les militants du nouveau Parti Communiste italien avaient déjà été arrêtés l'année dernière. Après 6 mois d'internement, et alors que le dossier d'accusation était vide, ils avaient été assignés à résidence, ce qui est en totale contradiction avec la juridiction française. Les camarades après plusieurs mois d'entrave à leur circulation avaient repris leur liberté. La lutte pour la construction du parti communiste est aujourd'hui au centre du conflit entre la classe ouvrière et la classe dirigeante impérialiste. Seule l'existence d'un parti communiste réellement indépendant de la bourgeoisie impérialiste peut en effet transformer les résistances populaires en offensive pour le véritable socialisme, seule issue à l'exploitation et à l'oppression que nous vivons.

Luttons pour tous les droits démocratiques ! Solidarité internationale entre les peuples et classes opprimées ! Construisons en France, comme en Italie, de véritables partis communistes révolutionnaires !



FEMMES

## “Les femmes non maquillées sont-elles moins aliénées ?”

“ Je ne suis pas du tout d'accord avec ce qui est écrit sur le maquillage : ce n'est pas parce qu'on est maquillée qu'on est plus opprimée, il y a aussi un côté séduction, et ça ne veut pas dire que nous sommes des femmes-objets, cela n'a rien à voir avec le fait d'être un 'objet sexuel'... Les femmes non maquillées sont-elles moins aliénées ? », nous dit en substance une lectrice. Une autre sympathisante nous écrit quant à elle : « la femme ne se résume pas à un objet sexuel lorsqu'elle s'habille sexy. Le regard de l'homme la réduit à cela, mais elle peut tout simplement avoir envie de se plaire à elle-même. Le soin qu'elle a pris à se faire belle n'est pas une invitation à la débauche, mais peut-être également une preuve d'amour. »

Cette question de l'apparence, de l'aspect « sexy » et du maquillage n'était en fait qu'abordée au détour d'une phrase dans un article de *Partisan*, mais elle a attiré l'attention. C'est une question très secondaire, et qui n'a pas de gros enjeu politique aujourd'hui. Nous convenons tout à fait que l'adoption d'une apparence sexy n'est pas ce qui rend principalement les femmes opprimées et aliénées. Les formes de l'oppression de la femme se trouvent énormément plus dans la division du travail (dans le travail salarié, et dans le travail ménager, de prise en charge des enfants), l'inégalité de salaire, les violences qu'elles subissent (femmes battues, viols) et bien d'autres choses encore.

Cependant, la question de notre apparence est la marque d'un modèle social. L'aspect est influencé par l'idéologie dominante, qui est sexiste. Le maquillage, l'habillement, sont des rites sociaux (ce qui n'a rien de péjoratif ! L'enterrement et le deuil sont aussi des rites sociaux). Ce ne sont pas des rites de guerre comme chez les amérindiens (peintures de guerre sur le visage et le torse). Ce sont des rites de séduction : il s'agit donc en effet de « se plaire à soi-même » et à l'autre, d'éventuellement montrer des « preuves d'amour ».

Mais ces rites sont sexuellement différenciés : les femmes et les hommes n'adoptent pas la même apparence pour séduire.

Le maquillage féminin moderne a — la plupart du temps — pour objectif (plus ou moins conscient) de dissimuler les marques de l'âge, de la vieillesse, et autres « défauts » du visage (boutons, irritations...). Comme le foulard islamique (!), le maquillage consiste, entre autres, à masquer des parties de l'anatomie. Mais contrairement au foulard islamique, il consiste à mettre en valeur un certain érotisme (et notamment l'apparence de jeunesse) et non à l'effacer (le voile couvre les cheveux), ni vraiment à marquer une appartenance sociale à un groupe, ni à mettre en avant une identité religieuse.

Mais, tout comme le port de vêtements sexy, il n'est un secret pour personne que le maquillage rapproche la femme des

« canons de beauté » existants dans notre société, dont l'archétype sont les top-modèles. Il y a ainsi une identification plus ou moins consciente de la femme « sexy » à ces top-modèles, dans l'esprit des femmes, et encore plus dans l'esprit des hommes (qui, en matière sexuelle, sont en moyenne moins émancipés que les femmes !). Malheureusement, de top-modèle à objet sexuel, il n'y a même pas un pas. Une lectrice nous écrit à propos des strings : « je préfère de loin la mode gothique où les filles me paraissent moins aguicheuses, ou encore le port du foulard islamique que les strings apparents ! »

Sans que ce soit crucial, maquillage et apparence sexy sont ainsi les marques d'une certaine aliénation des femmes — et des hommes (puisque'ils y sont sensibles) — en matière de sexualité.

Vous faites encore porter la responsabilité aux femmes ! s'indigneront peut-être certains. Parler d'aliénation de la femme, serait-ce donc faire comme les machistes qui prétendent que les femmes violées sont des provocatrices et non des victimes ? Là n'est pas notre démarche. Nous parlons aussi d'aliénation des ouvriers dans le travail sans pour autant prétendre, comme les capitalistes, qu'ils ont mérité leur sort ! En matière de sexualité, nous disons aussi que les hommes sont encore plus profondément aliénés que les femmes, mais la différence tient à ce que ce ne sont pas eux les victimes de l'inégalité hommes/femmes...

Quelle sera la voie de l'émancipation de la femme, en ce qui concerne son apparence ? Aujourd'hui, de plus en plus d'hommes se maquillent, vont dans les salons d'esthétique — ils vont depuis longtemps déjà chez le coiffeur. L'apparence sexy chez les hommes a aussi tendance à se répandre. Mais comme pour les top-modèles femmes, les top-modèles hommes sont transformés en objets sexuels, en arguments de vente, sur les affiches de notre société marchande.

Quelle sexualité, quelle beauté du corps, quel érotisme sans domination de l'homme sur la femme ? Ce sont des questions ouvertes, pas vraiment urgentes, mais elles se poseront un jour.

Marc Roux

**AVOIR BON TEINT**  
Aux 18e et 19e siècles, il fallait, quand on appartenait aux classes dominantes, avoir le teint le plus pâle possible pour marquer sa différence avec l'épouvantable teint hâlé, bronzé, des travailleurs : les paysans. Petit à petit, la mode s'est inversée. Aujourd'hui, qui n'a pas sa séance de bronzage aux rayons ultra-violet ? C'est normal : il faut absolument se différencier de cette épouvantable pâleur qui sied à ceux qui passent leurs journées à trimer dans des ateliers ou des magasins : les ouvriers et les employés.

Partisan

SEXE ET ÉTAT DE NATURE

L'article qui suit est tiré du bulletin Cinquième Zone diffusé en région parisienne. Il aborde avec beaucoup de justesse — et en ne passant pas par quatre chemins ! — la question de l'homophobie, si présente dans notre société.

## QUI VEUT FAIRE L'ANGE FAIT LA BÊTE !

**M**algré la résistance et les manœuvres de nombre de députés de droite, l'Assemblée nationale a fini par adopter une loi qui punit de prison les injures homophobes, racistes ou sexistes. Comme toutes les lois censées réprimer les discriminations, il est peu probable qu'elle ait une grande efficacité. Elle ne suffira sans doute pas à changer les mentalités mais elle dit au moins où est le droit et il vaut mieux qu'elle existe.

L'oppression des homosexuels est une vieille tradition. Les grandes religions leur promettent les pires châtiments. C'est ainsi qu'une loi de 1260 prévoyait, au premier « péché », l'excision du clitoris pour les femmes homosexuelles ou des testicules pour les hommes, l'amputation des seins ou du pénis au second, et le bûcher au troisième. Les religions juive et musulmane ne sont pas plus tendres : c'est le but en or, l'exécution, direct. Les Nazis ont gazé des dizaines de milliers d'homosexuels. Aujourd'hui encore, dans certains pays, les homosexuels sont pourchassés, emprisonnés et parfois, tués. Quatre mille d'entre eux auraient été exécutés en Iran depuis la venue au pouvoir des Ayatollahs. Les Talibans ont procédé à une dizaine d'exécutions publiques. En France (où l'homosexualité n'est plus condamnée depuis la Révolution française), il arrive réguliè-

ment que des homosexuels soient victimes d'agressions et les injures homophobes appartiennent au vocabulaire courant de celles et ceux (de ceux, surtout !) qui répètent stupidement ce qu'ils entendent, sans prendre la peine de réfléchir.

### QUELQUES IDÉES POUR TENTER DE STIMULER LEUR CERVEAU EN BERNE.

C'est « contre-nature » assurent-ils, répétant ce que disent les religions. Ignorance ! Certains animaux ont des relations entre individus du même sexe (les singes et les chiens par exemple). Mais ce n'est pas l'essentiel. Si du point de vue du fonctionnement des organes, les choses se passent en gros de la même façon chez tous les mammifères, pour le reste, la sexualité chez les humains n'a plus grand chose de « naturel », et heureusement ! Elle passe par le cerveau et l'affectif, comme toutes les activités humaines. Une sexualité « naturelle » ? « Mon cul ! » aurait répondu Zazie.

Prétendre ramener la sexualité humaine à l'état de « nature » serait prendre le repas du chien pour idéal gastronomique. Médor flaire, accourt, se jette sur sa pâtée, l'engloutit et repart repu. Idem dans ses relations avec Mirza. Chez les humains, le repas est une activité sociale, on se réunit, on parle, les aliments sont variés, recherchés, entrée, plat, dessert. Rien à voir avec la pâtée gloutonne de Médor et Mirza. S'il fallait, en amour, n'avoir que les gestes dic-

tés par la « nature », la chair serait triste... On n'a jamais vu d'animaux s'embrasser sur la bouche. Honnêtement, on plaint un peu celles et ceux qui se retrouveraient au lit avec les amoureux de la sexualité « naturelle ». Vas-y Médor, attaque !

Sans que l'on sache exactement pourquoi (caractéristiques physiques ou psychologiques ou les deux), on peut simplement constater que l'homosexualité (ou la bisexualité) répond à des préférences individuelles... qui ne regardent personne si ce n'est son partenaire (qui, tout comme dans les relations hétérosexuelles, doit évidemment être consentant et en âge et en état de l'être).

Le mépris de l'homosexualité, la rage vengeresse qu'elle soulève chez certains, trouvent leur origine dans l'ignorance et la bêtise : celles qui font considérer « l'autre », celui qui n'est pas comme soi, comme inférieur, anormal, malade, cinglé ou pervers. C'est une attitude qui s'apparente au racisme : même vue basse, même absence de réflexion, mêmes préjugés. Même connerie, en un mot. C'est la pauvre vengeance du minable qui ne pouvant être fier de rien, se rattrape en brandissant sa « race », sa nation, son drapeau ou son zizi et sa sexualité « naturelle » et bestiale ! Qui veut faire l'ange fait la bête !

www.cinquieme-zone.org  
n°183 - 12/12/04

## LE COMMENTAIRE DU COMITÉ DE REDACTION

L'ignorance est certes à l'origine de l'homophobie au niveau individuel, mais qu'en est-il de son origine sociale et historique ? Dans certaines sociétés antiques, sociétés amérindiennes ou tribus « primitives », l'homosexualité n'était pas aussi taboue qu'aujourd'hui, voire était parfois tout à fait acceptée. Il semble ainsi qu'avec le développement des sociétés de plus en plus étatisées, à travers les transformations du féodalisme puis du capitalisme, l'homophobie s'est généralisée. Dans nos sociétés occidentales, ce sont particulièrement les religions monothéistes (chrétienne, musulmane, juive) qui ont rejeté catégoriquement l'homosexualité de leurs normes sociales au cours de leur développement. Les raisons en sont certainement multiples. Cela participait par exemple au besoin de convaincre les populations qu'elles étaient sur Terre pour travailler et souffrir (au profit des classes dominantes de droit divin...) : le plaisir sexuel ne pouvait être alors toléré que pour la procréation. Cela a aussi été alimenté par le renforcement de la domination de l'homme sur la femme (l'homme ne devait pas ressembler à la

femme), le développement des communautés de moines (qui devaient se vouer à la chasteté), etc. L'homosexualité masculine était ainsi plus visée que l'homosexualité féminine.

L'homophobie est donc une construction sociale et historique. Elle s'est conservée dans l'idéologie capitaliste jusqu'à nos jours. Elle continue à aller de pair avec la domination de l'homme sur la femme, et le machisme qui en découle.

Mais aujourd'hui, la situation est tout de même un peu en évolution. La société capitaliste moderne se voit petit à petit contrainte de reconnaître certains droits aux homosexuels. Cela se fait grâce à leurs luttes, ainsi qu'avec l'affaiblissement progressif de l'idéologie dominante à cet égard : la tolérance, voire l'acceptation des relations homosexuelles sont de plus en plus répandues dans la population.

Cela reste bien trop limité, mais préfigure une société enfin débarrassée de l'homophobie. Il est peu probable que le capitalisme pourra y aboutir de lui-même. Les prochaines révolutions sociales pourront au contraire aller beaucoup plus loin dans ce sens. Ainsi le rejet catégorique de l'homophobie fait indissociablement partie de notre projet révolutionnaire communiste.

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50

Une brochure *Partisan* 1.5 euro

## PHILIPPINES REBELLES ET HOMOS

**D**eux rebelles communistes philippins se sont mariés quelque part dans la jungle avec pour témoins leurs camarades de combat, a rapporté le journal Daily Inquirer.

La scène avait pour décor un drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau et, en guise de marche nuptiale, les deux tourtereaux se sont avancés sous une haie de fusils d'assaut, au son des chants d'amour révolutionnaires d'un chœur de la Nouvelle Armée Populaire (Parti Communiste des Philippines).



L'homosexualité est une question taboue aux Philippines, pour les insurgés communistes non. D'après *Metro* du 8/2/05

La bourgeoisie impérialiste a mis en scène pour les masses populaires une longue, luxueuse et grotesque célébration de fin de règne du pape Karol Woityla, dit Jean-Paul II. Les promoteurs, les animateurs, les organisateurs du deuil collectif sont les autorités de

la bourgeoisie impérialiste. Les visages les plus louches du monde ont défilé devant la dépouille de Woityla. Les responsables des guerres de saccage et de pillage sont venus lui rendre hommage.

# Mort d'un pape, bilan d'un règne...

Ceux qui licencient et délocalisent, ceux qui refusent aux retraités, aux enfants, aux malades des ressources pour leurs plus modestes besoins ; ceux qui refusent aux travailleurs la dignité et même un salaire, ceux là financent avec l'argent public de somptueuses funérailles. C'est l'ensemble de la bourgeoisie impérialiste, au-delà des différences de religion, y compris les bourgeois les plus incroyants, qui a sonné les trompettes de cette cérémonie luxueuse en l'honneur du chef de «l'Église des pauvres». La bourgeoisie italienne se distingue dans cette tâche. [...] Avec tous les moyens dont le régime dispose, ils inondent le pays de paroles creuses célébrant l'homme et son œuvre. Le pays entier et ses ressources publiques sont détournées de leur destination habituelle et affectées à la célébration. [...] Des personnalités incroyantes se mêlent à des personnalités bigotes. Tous ensemble, ils cherchent à profiter le plus possible de la crédulité et de la religiosité, des craintes et des espoirs d'une part importante des masses populaires. Ils cherchent à amplifier, grâce à la mort du pontife, l'opération idéologique et politique dont il a été durant presque trois décennies leur agent.

**LA BOURGEOISIE SE PROSTITUE AU PIED DU PAPE.** Cette grande opération de conditionnement de l'opinion et des sentiments des masses populaires met en évidence une transformation historique importante [...]. La bourgeoisie a pris le pouvoir politique en Europe occidentale dans une lutte acharnée contre le clergé, les églises, les monarchies et la barbarie qu'ils représentaient. La décapitation du roi de France en 1793 et la conquête de Rome en 1870 restent des événements emblématiques de sa lutte pour le pouvoir. En quelques décennies, la relation de la bourgeoisie avec le clergé et toutes les vieilles réactions réactionnaires et l'obscurantisme clérical ont radicalement changé.

L'effort acharné pour résister à son propre déclin et la lutte contre le mouvement communiste ont amené aujourd'hui la bourgeoisie à se prostituer aux pieds des pontifes et des saints et à leur confier la direction idéologique et morale de la mobilisation réactionnaire des masses qu'elle a plus de difficultés à diriger directement. [...] Ils doivent ainsi rassembler la plus grande partie possible des masses et les canaliser vers l'attente du paradis au ciel afin de les détourner de la construction d'un nouvel ordre civil sur terre. La nouvelle crise du capitalisme a débuté au milieu des années 70 grosso modo comme le règne de Woityla et la décadence de la bourgeoisie s'est beaucoup aggravée. [...] Pour le maintien sur pied de son ordre social et empêcher la renaissance du mouvement communiste, elle a dû recourir à des personnages comme le pape de Rome, le Dalai Lama, etc.

La vertu individuelle particulière des «élus de Dieu» doit empêcher les efforts collectifs de construire un monde civilisé,

de justice. [...] Et la situation actuelle est effectivement sans issue. Non seulement pour la bourgeoisie impérialiste mais aussi pour les masses populaires tant que les communistes et le prolétariat, les classes et les peuples opprimés ne réussissent pas à rassembler leurs forces pour ouvrir la seule voie réaliste, la seule voie de progrès: la renaissance du mouvement communiste, celle d'une nouvelle vague de révolution prolétarienne, et l'instauration de nouveaux pays socialistes.

**QUEL A ÉTÉ LE RÔLE DU PAPE POUR LES MASSES POPULAIRES ?** Karol Woityla a su utiliser les ressources de son règne pour s'élever à un rôle éminent. Toute la bourgeoisie reconnaît son mérite, se prosterne devant son cadavre et se demande si elle trouvera un successeur adéquat. Berlusconi affirme, et Bush confirme, qu'il laissera une empreinte indélébile dans l'histoire [...] Du moment que la bourgeoisie déclare le pape Woityla bienfaiteur de toute l'humanité, ce n'est plus de ses vertus personnelles et de ses qualités mystérieuses qu'il faut discuter, mais des effets que son activité a eu sur la situation de l'humanité. Est-elle aujourd'hui meilleure qu'elle le fut, il y a environ trente ans quand Karol Woityla a accédé au Vatican et à la direction de l'église catholique ?

L'œuvre pour laquelle la bourgeoisie lui reconnaît son mérite, est l'effondrement du camp socialiste et la «mort du communisme» dans le monde entier. Mais il n'est évidemment pas vrai que Woityla ait été l'artisan de l'écroulement du mur de Berlin, de la fin de l'Union Soviétique et de la «mort du communisme». [...]

L'effondrement du camp socialiste est principalement le résultat des limites du mouvement communiste lui-même : limites que tôt ou tard il dépassera. Ce n'est pas la «mort du communisme» qui a été réalisée par Woityla, mais c'est le rôle social joué par Woityla qui est le fruit du déclin du mouvement communiste. [...] Dans la bande des «fossoyeurs du communisme» et des «vainqueurs du mouvement communiste», le pape Woityla est certainement un des plus illustres, au point de s'attribuer quasiment en exclusivité le mérite de l'opération. Pour la bourgeoisie, ça l'est certainement, parce que le renversement subi par le mouvement communiste correspond à ses intérêts, à ses besoins et à ses souhaits. Pour donner à cette simple question une réponse juste, il suffit de penser aux millions de désespérés qui peuplent aujourd'hui les pays de l'ex-camp socialiste, aux milliers et milliers de femmes provenant de ces pays, et en particulier justement de la patrie de Woityla qui s'en déclarait sauveur et protecteur, aujourd'hui prostituées dans les pays impérialistes, aux travailleurs réduits à travailler dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel salaire dont la concurrence fait pression sur les travailleurs des pays impérialistes, sous la forme des délocalisations, de l'immigration, de l'importation de marchandises à prix écrasés. Si Woityla fut vraiment l'auteur de la dégradation qui a dévasté et dévaste encore les pays de l'ex-camp socialiste, de l'Adriatique au Pacifique, s'il fut vraiment le responsable d'une telle catastrophe humaine, cela suffirait à le couvrir d'infamie pour tou-

jours, à le faire passer à l'histoire comme un Attila des temps modernes. [...] En réalité Woityla n'est pas l'artisan de tant de cataclysmes. Il a été seulement un exploiteur habile, au service des intérêts de la puissance et de la finance du Vatican à la tête duquel il a été placé. Il a même permis aux groupes impérialistes de développer avec plus de liberté l'œuvre de pillage, de dévastation, de rapine et de guerre.

**QUEL HÉRITAGE LAISSE KAROL WOITYLA À LA BOURGEOISIE IMPÉRIALISTE ?** Parmi les boniments racontés aux masses, il était certainement un des plus importants et des plus efficaces. Il y avait beaucoup de racisme dans la célébration qu'elle a fait de son pape : les fidèles de la Mecque et de Osama Ben Laden sont des fanatiques, les fidèles qui pleurent et qui dansent pour Woityla sont des croyants. En fait, pour une grande part de la population

mondiale, de l'Asie à l'Europe orientale et à une bonne part de l'Afrique, il est resté presque ignoré ou était un chef religieux à succès, comme le sont pour les populations européennes et américaines le Dalai Lama et autres saints des religions orientales. Même en Europe occidentale et dans les deux Amériques, les limites de son succès dans le rôle d'animateur et de meneur des foules pour le compte de la classe dominante sont mises en évidence par le succès de cent autres églises et sectes concurrentes de l'église catholique qui, dans quelques pays, l'ont même supplantée dans une large mesure. Dans des pays où un temps le clergé catholique dominait, de l'Italie à la France, à l'Espagne, à l'Amérique Latine, aujourd'hui ne participent aux rites de l'église catholique qu'environ un dixième des masses qui y participaient il y a cinquante ans. Malgré les énormes moyens dont elle dispose et le



Dessin extrait de «C'est la crise finale» de Luz et Oncle Bernard, Hors-série Charlie Hebdo, 1999

soutien des autorités, l'église catholique aujourd'hui, dans ces pays ne réussit à recruter qu'un dixième du clergé qu'elle recrutait il y a cinquante ans. C'est seulement dans les pays les plus dévastés par la faim, par les maladies et par la guerre que l'église catholique réussit encore, avec le chantage à la nourriture, à l'instruction et à un métier digne, à recruter des prêtres, frères et sœurs en quantité proportionnelle à la gravité de la misère. Le pape Woityla durant les 27 années de son règne a dû mobiliser la fraction la plus radicale du monde catholique (Légions du Christ Roi, Saint Edigio, Communion et Libération, Opus Dei, Règne du Christ, etc) justement pour compenser, par l'agitation bruyante d'une minorité, la stagnation ou la dissolution de la communauté catholique de base. La crise de l'église catholique est un aspect de la crise du capitalisme, avec lequel elle s'est toujours plus identifiée, comme l'aumônier qui s'identifie toujours plus au bourreau au fur et à mesure que l'administration de la répression devient précaire et risquée.

**LE VATICAN : UN RÉSEAU MONDIAL, UNE PUISSANCE FINANCIÈRE.** Le Vatican a hérité de l'histoire une puissance internationale que ses dirigeants ont su recycler dans le monde bourgeois et puis faire fructifier dans l'environnement de la bourgeoisie impérialiste mondiale jusqu'à en devenir une composante importante. Le Vatican n'est pas seulement le centre d'orientation d'une structure mondiale de quelques centaines de milliers de cadres qui dirigent moralement des millions de personnes ; ce n'est pas seulement le centre d'un réseau international de relations politiques et de manœuvres et intrigues politiques ; c'est aussi le centre d'un réseau mondial de propriétaires immobiliers et de spéculateurs fonciers, de spéculateurs financiers, de banques et d'assurances, de consortium et d'entreprises sanitaires, scolaires et d'autres services et un paradis fiscal.

La fin du règne du pape Woityla n'est pas la fin du rôle néfaste du Vatican et de l'église catholique pour les masses populaires. Mais pour exercer avec efficacité ce rôle, Woityla avait dû concentrer sur sa personne une somme de pouvoirs réels tels que sa disparition rend tout l'édifice précaire. La bourgeoisie du monde entier a perdu un des instruments avec lequel elle réussissait à imposer son œuvre de dévastation, de saccage, de guerre et de mort. Pour nous communistes c'est le moment de poser avec force et de façon plus large l'objectif du socialisme comme unique voie de salut réel et terrestre pour les masses populaires, comme principale forme de solidarité avec les classes exploitées et les peuples opprimés du monde entier, comme forme suprême d'un amour qu'est le travail commun pour construire un monde nouveau et possible de justice et de véritable civilisation, un monde communiste.

**VIVE LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE !**

Extraits d'un long article de la commission provisoire du Comité central du (Nouveau) Parti communiste italien. [www.nuovo-pci.com](http://www.nuovo-pci.com) — [lavoicedelpci@yahoo.com](mailto:lavoicedelpci@yahoo.com)

Difficile d'être objectif dès que l'on aborde l'analyse politique de Cuba. Les avis sont extrêmement tranchés, dans un sens ou dans l'autre, et peu perméables aux arguments du côté opposé. C'est aussi le cas à Cuba même, comme quoi un point de vue d'ensemble n'est pas si facile ! Il y a à cela deux raisons : objectivement, les choses ne sont pas simples, il y a effectivement du pour et du contre, qu'il faut comprendre et évaluer. Subjectivement, Cuba suscite et véhicule beaucoup d'affects. Les gens sont attachants, l'expérience politique inédite et courageuse. Avec cet article, nous voulons donner quelques repères d'analyse et nous situer dans ce chaud débat. Nous savons que nous ne plairons pas à tout le monde, mais nous espérons que notre positionnement politique sera utile pour clarifier pour quelle société nous nous battons. Par ailleurs, nous publierons une brochure sur le sujet dans le courant de l'été.

**AU NIVEAU DES CONQUÊTES SOCIALES,** Cuba reste sans conteste un pionnier en Amérique latine : loyer des logements extrêmement bas, eau, gaz et électricité à prix modiques, infrastructures scolaires et médicales importantes et ouvertes aux

**AUTRE SUJET DIFFICILE : LE RACISME.** Bien sûr, il est officiellement condamné. Mais il reste insidieusement présent. Et la proportion de Cubains «noirs» va régulièrement en descendant quand on monte dans les sphères du pouvoir. Beaucoup de descendants des esclaves des plantations de canne à sucre dans les paysans et les ouvriers. Peu dans l'administration ! Problème culturel, répondent les autorités... Les détracteurs de Cuba disent que du temps du dictateur Batista, le niveau de vie était comparable à



La Havane. Immeubles menaçant de s'écrouler.

**C**

## uba n'est pas un paradis

celui des pays d'Amérique latine les plus développés (Argentine, Chili) et qu'aujourd'hui, on le compare pour le valoriser aux moins développés : Nicaragua, Haïti, ... Il est exact de dire que l'Etat cubain réécrit l'histoire à sa façon et ne relève que ce qui l'intéresse. Mais on ne peut nier qu'éducation et santé sont accessibles à un niveau de masse qui n'a rien de comparable à ce qui était offert avant la révolution castriste.

Le problème est ailleurs : l'accès aux soins et à l'éducation sont à prendre en compte, mais ils ne définissent nullement le socialisme, car cette évolution sociale a accompagné le développement du capitalisme dans beaucoup de pays !

**AU NIVEAU ÉCONOMIQUE,** même contradiction. Les salaires ne suffisent pas à vivre : quand on prend un nouvel emploi, on ne s'intéresse pas au salaire, de toutes façons dérisoire, mais à ce qu'on pourra voler dans

l'entreprise pour assurer la subsistance de la famille ! Voilà qui met à mal le slogan rabâché sur la dignité cubaine retrouvée !

Principale ressource du pays : les dollars apportés ou envoyés par les familles émigrées ! Les maux engendrés sont tels que le gouvernement a dû mettre un holà aux conséquences d'un tel financement extérieur à l'économie (300 millions de dollars seraient en circulation dans l'île). Depuis fin octobre, après 10 ans de règne, les dollars américains ne peuvent plus servir de monnaie d'échange et sont actuellement changés en «pesos convertibles». On estime que la moitié de la population a eu accès au dollar, seul moyen de se procurer l'essentiel des besoins de consommation. Ceux qui n'y avaient pas accès vivaient vraiment proches de la misère. Car il existe aussi à Cuba de fortes disparités sociales, entre ceux qui vivent des revenus officiels et ceux qui trafiquent ou commercent avec l'étranger. La bureaucratie et l'affairisme, ça existe aussi à Cuba. En témoignent les quelques procès pour corruption. Reste

qu'il faut être bien vu (du pouvoir) et se planquer (du public) pour profiter de ses sous (en 99, il a été estimé que 12% des comptes géraient 80% des dépôts). Ce n'est pas une bourgeoisie comme une autre (entre autres, elle ne peut pas investir légalement, ni transmettre son pécule).

Seconde ressource du pays, le secteur du tourisme comprend dans ses valises le développement artificiel et la confrontation avec la population des pays impérialistes : hôtels de luxe aux capitaux étrangers, nourriture importée très cher des Etats-Unis, zones les plus belles de l'île interdites aux Cubains, criminalité, prostitution, trafic, corruption pour tous ces actes illégaux engendrés. Le tourisme se développe, mais sa rentabilité est faible. Il demande des capitaux énormes pour un retour aléatoire (comme dans n'importe quel pays dominé, le choc du 11 septembre n'est pas encore surmonté). Il a néanmoins permis à Cuba d'obtenir des devises et de sortir de l'isolement international

après la fin du marché avec l'Europe de l'Est qui occupait 80% de son économie ! La troisième ressource, le sucre, est en déconfiture. Fermeture de la moitié des raffineries en 2003 pour cause de non-rentabilité : des villages entiers abandonnés, des vieux travailleurs poussés à une reconversion impossible. Depuis la fin de l'échange sucre contre pétrole avantageusement accordé par l'URSS, le secteur était en crise. Cuba paie cher la priorité accordée par le gouvernement à un produit peu rentable et coûteux à produire en énergie. Les autres productions agricoles, tabac (ses fleurons appartiennent à Altadis, multinationale franco-espagnole), café sont aussi confrontées à un marché mondial où l'impérialisme dicte ses lois.

On l'a vu avec l'évolution des ex-pays de l'Est : les mêmes dirigeants, formés à l'école économique soviétique, peuvent se retrouver dirigeants libéraux une fois le masque tombé. Il ne manque pas de dirigeants cubains, anciens des Jeunesses communistes formés dans le moule, diplômés en Espagne ou au Canada et prêts à prendre les rênes d'une économie étatique-libérale, si vous permettez cette synthèse. L'économie, formée pendant 25 ans selon les canons soviétiques, a besoin d'être réformée (et même révolutionnée), c'est sûr. Selon quelle ligne politique ? Quels intérêts de classe ? Le débat n'est pas public !

**IL FAUT SE POSER LA QUESTION : QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE L'ÉCONOMIE D'UN PAYS OÙ LES TRAVAILLEURS SONT AU POUVOIR ?** D'abord que ce sont eux qui progressivement prennent en main les rouages de l'économie. Ensuite que l'économie est tournée vers la satisfaction de leurs besoins au sens large, tâchant de résister aux diktats des monopoles qui dominent le marché mondial. Le deuxième aspect est en faveur du gouvernement cubain : il prend ses décisions pour des raisons politiques, non pour des motifs de rentabilité économique. Il ouvre ses capitaux, mais essaie de garder la direction d'ensemble. Cuba dépend du marché mondial (va faire autrement !), mais n'est plus inféodé à un camp impérialiste et peut

masses, possibilités culturelles multiples. Le bilan officiel est flatteur. La réalité l'est moins ! Deux remarques importantes : le niveau de vie à Cuba a été artificiellement gonflé par le soutien intéressé de l'Union soviétique pour qui Cuba était une vitrine sociale plus affriolante que la mère patrie du socialisme. Mais ce socialisme étatique s'est cassé la figure en 1989. On est loin aujourd'hui de la campagne d'alphabétisation basée sur le volontariat des premières années de la Révolution. Les services sociaux sont en crise depuis des années. Les logements, pas entretenus, tombent en ruine (il y a, dans chaque quartier de La Havane, des maisons d'accueil des familles dont les maisons s'écroulent). L'électricité subit des coupures prolongées (moins aujourd'hui). Les hôpitaux sont dans un état d'abandon et parfois de saleté impressionnante (il faut apporter ses draps, ses médicaments). La médecine est gratuite... surtout si l'on peut fournir des dollars ! Seul le secteur de l'Éducation semble préservé du délabrement général, signe de l'importance accordée à la jeunesse. Mais, là aussi, on recrute au rabais car les postes sont peu enviés. Le problème reste que les diplômés se retrouvent pour l'essentiel au chômage. Comme me l'a signalé un «dissident», les pionniers rêvent d'être comme le Che et les adolescents d'émigrer aux Etats-Unis ! Car bien peu d'aspirations de la jeunesse sont satisfaites...



Comme dans toute l'Amérique latine, les écolières de La Havane portent un uniforme.

3 photos © Giraud



Magasin d'État. Rien à vendre, mais c'est pas cher...



Entrée d'un CDR



Fabrique de cigares

même être présenté comme anti mondialisation-libérale. Cuba champion de l'alter mondialisme et du camp anti-impérialiste ? C'est le diplôme que lui a accordé Ignacio Ramonet d'Attac et du Monde diplomatique. Le gouvernement cubain s'appuie habilement sur les contradictions entre impérialistes occidentaux, c'est entendu. Mais il avait clairement et en conscience (des alternatives existaient : la Chine, un non-alignement difficile mais) pris fait et cause pour un camp impérialiste (le bloc soviétique) contre l'autre et ça, ce n'est pas

des discours publics. Bosse et soumets-toi. On connaît ! La réalité est que les travailleurs, individuellement ou collectivement, ont la liberté du ventre (et encore, vendue au bloc soviétique jusqu'en 1990), pas celle de la tête !

**LES LIBERTÉS POLITIQUES N'EXISTENT PAS À CUBA.** Pas le droit de s'organiser, de publier, de faire grève. Le peuple n'est pas si politisé que certains amis de Cuba veulent bien le voir ; comment le serait-il avec un point de vue unique répandu sur tous les tons, et 400

moyen de pression pour affaiblir l'économie et le gouvernement cubain, qui s'en sert d'ailleurs politiquement à outrance, comme si cela expliquait toutes ses fautes ! Notons qu'il ne s'applique plus depuis quatre ans aux produits alimentaires ou pharmaceutiques et que de nombreux autres pays le contournent (Canada, Mexique, Panama, Union européenne, Brésil, Chine). Cuba est ouverte aux marchandises et aux capitaux étrangers. Mais quand même. La pression que fait le gouvernement des États-Unis pour renverser un gouvernement qui

nant lui-même, un niveau de vie moins pire que dans d'autres pays. Et puis cette chute brutale en 89, non attendue mais révélatrice de la coupure peuple/État. On

## VAGUE DE RÉPRESSION EN 2003

Pour certains, il est légitime, pour l'État cubain, de se défendre face à l'agression américaine et au travail de sape du représentant américain à Cuba, James Casey. Il ne fait bien sûr aucun doute que le gouvernement US travaille au renversement du gouvernement et d'ailleurs qu'il s'y casse les dents depuis 44 ans ! Mais la vague de répression (73 arrestations, aucune possibilité réelle de s'exprimer et de se défendre, de lourdes condamnations à la prison, quelques uns libérés depuis) répond à un autre objectif : museler toute contestation de l'intérieur. La possibilité d'exprimer des divergences n'existe pas, l'État contrôle tous les médias, ceux qui refusent de se taire sont pourchassés. Plusieurs des dissidents arrêtés sont sociaux-démocrates, tous prônent une évolution pacifique du régime, à la différence de l'extrême droite regroupée à Miami qui prône le renversement armé. Si aucune voix 'autre' n'est autorisée, l'opposition est forcément illégale et le débat absent. Cette opposition invoque une «société civile» qui serait le peuple non embrigadé. L'indigence des librairies d'État explique les bibliothèques indépendantes (plus d'une centaine avant la répression). Le syndicalisme officiel flagorneur explique le syndicalisme d'opposition (microscopique), la répression et le monolithisme officiel expliquent les agences et presse d'opposition, l'écart entre la politique du pouvoir et les mots avec lesquels ils l'enrobent, explique la détermination des opposants... Je n'ai pas rencontré de «révolutionnaire» caché, leur tâche ne doit pas être facile de maintenir levé le drapeau du communisme quand le parti au pouvoir porte ce nom. Mais il est certain que tous les opposants, surtout ceux qui choisissent de rester à Cuba, ne sont pas systématiquement «contre-révolutionnaires» comme la propagande du régime l'affirme. Quand le gouvernement exploite et opprime (en son nom) le peuple, de quel côté faut-il être ? Plusieurs opposants paient cher de rester de son côté...

René Frankel

# tropical pour les ouvriers

de l'anti-impérialisme ! A ceux qui répondent que militairement, ils n'avaient pas le choix, nous répondons que politiquement, la solution n'en était pas une, et la suite l'a prouvé : la domination américaine échangée contre la domination soviétique (Cuba est couverte de dettes, 30 milliards de dollars, dont la moitié auprès du bloc soviétique. Qui peut sûrement s'asseoir dessus, d'ailleurs !). La situation a changé, l'impérialisme occidental domine seul le monde et Cuba est dans le camp anti-impérialiste américain. Des convergences sont possibles, mais pas en se trompant sur la nature du régime cubain !

**PAS DE DÉMOCRATIE, SURTOUT PAS PROLÉTARIENNE !** Nous n'avons pas le même point de vue sur la démocratie que la plupart des autres critiques du régime cubain. Nous savons qu'elle ne flotte pas en l'air, mais a toujours un contenu de classe. La petite-bourgeoisie souhaite la démocratie pour elle, celle de s'exprimer, mais aussi celle de commercer et d'exploiter sans entrave. Pour les travailleurs, ce qui compte, c'est d'avoir les moyens de faire entendre leur voix et de défendre leurs intérêts propres. Et alors, qu'en est-il à Cuba ?

Les décisions sont prises de manière très centralisée, selon les volontés voire les lubies de Fidel Castro, principalement. Certains choix ont été des non-sens économiques : la grande récolte de sucre de 1970 qui a distordu l'économie en pure perte, l'intégration au COMECON (marché commun des pays «de l'est») qui l'a spécialisée à outrance. D'autres réformes se sont faites et défaits selon des critères politiques hasardeux : la liberté du petit commerce, des marchés paysans, des restaurants familiaux, l'ouverture puis la fermeture au dollar américain, ... Dans tout cela, aucun débat populaire préalable. Le syndicat unique, à la mode «de l'est» (servile et bureaucratise) n'est là que pour faire appliquer les décisions et donner une caution ouvrière. On peut d'ailleurs souligner que le pouvoir des travailleurs n'est en rien un axe d'édification pour le gouvernement. Les ouvriers sont ignorés, même

prisons (80 du temps du dictateur Batista paraît-il). Le peuple a peur de la répression. La Sécurité d'État est omniprésente. J'ai rencontré la mère d'un jeune, en prison pour deux ans, — et dans des conditions sordides—, parce qu'il avait lu en public la Déclaration universelle des droits de l'homme — que Cuba a signé, bien sûr ! Le quadrillage par les syndicats et les CDR est total. Les CDR, Comités de défense de la Révolution, sont structurés par bloc d'habitations dans les villes. Le trafic et la corruption sont généralisés, mais le pouvoir laisse faire car cela lui permet de tenir tout le monde sous la menace : chacun a quelque chose à se reprocher et intérêt à se taire.

**UN AUTRE ASPECT DOIT ÊTRE DIT : LES GENS NE VEULENT PAS D'UN RETOUR À L'AVANT-CASTRO.** Ils ont peur du retour des colons américains, que les logements leur soient repris, que l'accès à l'éducation soit bouché. Mais ils en ont marre de la misère, de vendre leur corps et leur métier pour accéder au minimum de consommation. Beaucoup ont peur de la guerre civile quand Castro mourra, et même pour cela, pensent à son frère Raúl, pas très aimé mais jugé plus réaliste, comme successeur pour l'éviter. Une jeune garde plus sensible à l'Ouest serait prête à prendre les rênes, représentante de ces nouveaux managers formés par la bureaucratie régnante. Un soulèvement populaire paraît exclu tant les délégués par le régime sont pipés, tant une lutte de masse est aujourd'hui impossible. Le peuple est excédé mais divisé quant au régime sous tutelle de l'État et sans expérience de lutte oppositionnelle.

Au final, on a une économie bâtie selon (et avec) le modèle soviétique. Étatique, centralisée et bureaucratique. Ni performante selon des critères capitalistes de rentabilité, ni progressiste selon des critères communistes de gestion.

**LA FAUTE AU BOYCOTT AMÉRICAIN ?** Parlons-en. Il est évident que le blocus américain aux échanges avec Cuba a lui aussi distordu l'économie. Il a jeté le gouvernement dans les bras des Soviétiques et sert de

ne lui plaît pas est inadmissible, c'est clair. Dire que nous devons être dupes et suivre le gouvernement cubain qui s'en sert de justification pour tous ses choix anti-populaires, nous ne le ferons pas. De nombreux Cubains m'ont d'ailleurs expliqué que dès qu'il est question que l'embargo s'affaiblisse, le gouvernement manœuvre pour provoquer et qu'il soit durci, tellement il en a besoin pour sa propagande (il faut reconnaître au régime d'être expert pour utiliser les médias et pour séduire son monde, même les divers financiers et gouvernements).

J'ai beaucoup pensé à la RDA en étant à Cuba. L'omniprésence de la répression politique, le quadrillage du pays s'espion-

en est là aussi à Cuba. Il n'y a plus d'illusions à se faire, mais bien peu en Europe l'acceptent, tant le passage du rêve à la réalité est douloureux. Il y a bien eu, en 1959, une Révolution anti-impérialiste, mais ce qui a été édifié n'est pas le socialisme. Cuba est encore une voix autorisée dans la lutte contre l'impérialisme américain, pour ses efforts à survivre hors de sa tutelle. Mais comme modèle de socialisme, même frappé au coin de la dure réalité d'isolement mondial, là non ! Ce serait passer à côté de l'essentiel : le peuple cubain vit dans la misère et la peur, avec si peu de liberté pour forger son propre destin.

## DÉCLARATION SUR CUBA

### 8<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE PARTIS ET D'ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES (2004)

**1. Nous condamnons le blocus économique criminel et génocidaire que le gouvernement impérialiste des États-Unis maintient contre le peuple cubain depuis plus de 40 ans et nous exigeons qu'il soit aboli.**

**2. Nous condamnons et exigeons l'arrêt des complots, actes de sabotage et provocations que l'impérialisme américain organise et finance dans l'intention de renverser le gouvernement de Cuba et d'y installer un gouvernement fantoche.**

**3. Nous exigeons la liberté des patriotes cubains enlevés et torturés par le gouvernement impérialiste pour avoir défendu leur droit légitime de déjouer les actes provocateurs de sabotage, fomentés contre le Cuba par des groupes de mercenaires, et qui ont été condamnés à plus de 30 ans de prison.**

*Déclaration présentée aux participants par des organisations à titre individuels (à distinguer des 4 Résolutions qui ont été l'objet de discussions en plénière et adoptées au consensus.)*

*Partis et organisations signataires (en date du 15/8/2004) : Marxist-Leninist Organization from Afghanistan, MLO Afghanistan ; Partido Comunista Revolucionario, PCR Argentina ; Workers' Party of Bangladesh, WP Bangladesh ; Partido Comunista (Marxista-Leninista) de Bolivia, PC(M-L) Bolivia ; Partido Comunista Colombia-Maoist, PCC-M, Colombia ; Revolutionary Organization from the Congo, R.O. Congo ; Marxist-Leninist Party of Germany, MLPD, Germany ; Partido Comunista (Marxista-Leninista) Dominican Republic, PC(M-L) Dom.*

*Republic ; Communist Organization Greece, KOE, Greece ; CPI(ML) Janashakti, India ; CPI(ML) Red Flag, India ; Comitati di Appoggio alla Resistenza - per il Comunismo, CARC, Italy ; Communist Organization of Luxembourg, KOL Luxembourg ; Nepal Communist Party (Unity Centre-Mashal), NCP ( UC-Mashal), Nepal ; GML/Rode Morgen, Netherlands ; Workers' Communist Party, AKP, Norway ; Partido Comunista del Peru (Marxista-Leninista), PC del Peru (M-L), Peru ; Partido Comunista (Marxista-Leninista) Panama, PC (M-L) Panama ; Movimiento Popular Revolucionario Paraguayo Pyahura, M.P.R.P.P., Paraguay ; Communist Party of the Philippines (CPP), Philippines ; Russian Maoist Party (RMP), Russia ; Partija Rada, Serbia and Montenegro ; Communist Party of South Africa (Marxist-Leninist), CPSA (M-L) South Africa ; TKP/ML, Turkey ; Bolshevik Party (Northkurdistan-Turkey), BP ( NK-T) Turkey ; Partido Comunista Revolucionario, PCR Uruguay ; Ray O. Light Group, ROL, USA ; Revindo, Revolutionary Organization from Southeast*

**Le Comité Central de l'OCML Voie Proletarienne n'a pas signé cette déclaration pour les raisons suivantes :**

**Le combat nécessaire contre l'impérialisme est invoqué sans analyse des différentes forces qui s'opposent aux USA. Il n'y a rien dans la déclaration sur la nature du régime cubain. Une telle déclaration doit se faire du point de vue du prolétariat international, et prendre en compte les intérêts du prolétariat cubain. Or celui-ci subit aussi une oppression et une exploitation venant de la bourgeoisie d'État cubaine (qui, rappelons-le, a interdit depuis longtemps le droit de grève et d'organisation). Les deux dénonciations doivent se combiner, car le régime cubain durcit sa répression en prenant appui sur le blocus et la menace des USA.**

**Dans notre numéro précédent, nous montrions sur quoi se fondait les amicales relations de l'État français avec le régime dictatorial des mollahs. Dans cette interview d'un Iranien réfugié politique en France, c'est le vrai visage de la dictature que nous dévoilons.**

**P**ARTISAN : Pourquoi as-tu choisi de te réfugier en France ? Les tribunaux français commentent toujours leurs jugements par «Au nom du peuple français». C'est en son nom que le statut de réfugié politique m'a été refusé. La France que je connaissais, la France à qui je demandais refuge, c'était la France que Jean Ferrat chantait. Celle qui «donne le vertige aux peuples étrangers». La même que les immigrés ont défendue au côté du peuple français pendant la Commune de Paris en 1871, comme pendant la résistance antifasciste.

Je viens d'Iran, dans les médias d'ici soit on parle de ses tapis ou de son pétrole, soit on parle des Mollahs<sup>(1)</sup> au pouvoir et de son peuple qui se soumet à un régime de dictature.

**QUEL EST LE VRAI VISAGE DE L'IRAN D'AUJOURD'HUI ?**

Ces huit dernières années, avec l'arrivée au pouvoir de Khatami, les médias français le présente comme un apôtre de la tolérance. Ils disent que les choses vont mieux en Iran, que malgré les lapidations et les mutilations, le pays marche vers les «Droits de l'homme».

Mais quel est le vrai visage de l'Iran aujourd'hui ? Pas besoin de télescopes ou d'outils complexes d'observation, ce visage est même bien visible à des touristes de passage. C'est celui d'un régime barbare, et ce n'est pas que l'exploitation, l'esclavage du peuple, la torture, les exécutions, les emprisonnements... C'est un régime qu'on n'a pu voir nul part ailleurs durant ces 50 dernières années. C'est le visage d'un peuple qui malgré tout n'a pas cessé de résister pour la démocratie, pour la justice sociale ; et qui pour cela a perdu pas moins de 70 000 de ses enfants dans son opposition politique.

**L'IRAN EST PRÉSENTÉ COMME UN PAYS RICHE...** évidemment, l'Iran possède la quatrième réserve mondiale de pétrole et la deuxième réserve de gaz. Le pays est riche, mais deux millions d'enfants iraniens vivent dans les rues (sur une population de 70 millions !) ; 11% des enfants ne mangent pas à leur faim, 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté alors que 80% des richesses sont aux mains de 20% de la population. Le taux officiel de chômage est de 13%, il avoisinerait en réalité les 20%, selon des spécialistes.

Le 12 décembre 2003, il a fait très froid à Téhéran, le lendemain les journaux ont rapporté que 40 SDF étaient morts dans les rues. L'hiver dernier, toujours selon la presse officielle, sur tout le territoire iranien pas moins de 150 SDF sont morts de froid, l'un d'entre eux a été mangé par des loups affamés. Le trafic d'organes est un phénomène

banal dans mon pays, rien qu'à Téhéran vous pouvez voir sur tous les murs des affichettes : des chômeurs vous proposent leur rein ou une autre partie de leur corps à vendre.

Vingt-et-un pour cent de la population souffrirait de problèmes mentaux en 2003, plus du quart de la population féminine est touché. En 2001, environ 30 femmes sur 100 000 se sont immolées par le feu et cette forme de suicide est en constante augmentation. Toutefois l'islamisme officiel se porte bien : seulement à Téhéran, on compte 550 bordels et 84 000 prostituées, certains bordels étant placés sous la haute protection des dignitaires du régime. Les militaires islamistes trustent tous les postes à responsabilité. En 2001, le ministre de l'éducation a déploré que 220 000 cadres scientifiques auraient quitté le pays au cours de la seule année 2000. L'Iran est officiellement le champion du monde de la fuite des cerveaux.

**A QUI PROFITENT ALORS TOUTES LES RICHESSES ?**

Aux mollahs. Après leur prise du pouvoir en 1979, ils ont fait main basse sur les banques, les hôtels, les usines automobiles, les industries chimiques et pharmaceutiques et sur toutes les valeurs essentielles. Ces capitaux ont été transférés à des fondations dites «de bienfaisance», placées sous le contrôle de mollahs. En 2002, 10 à 20 % du produit intérieur

brut du pays étaient aux mains de ces fondations. En fait de «bienfaisance», ces fondations répandent leurs bienfaits sur les mollahs. Et chaque année, 2 milliards de dollars US quittent le pays en direction de paradis fiscaux.

Actuellement, il y a 50 familles milliardaires en dollars. Elles vivent du pillage des biens publics, s'enrichissent grâce au trafic de drogue et de femmes dans tous les pays du Golfe Persique. Elles sont parvenues à se construire

un paradis sur terre pour elles-mêmes, alors que la «république islamique» est un enfer pour le peuple.

**TU DIS QUE LES FEMMES SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DE CE RÉGIME...** Vous connaissez l'obligation faite aux femmes de porter le voile et cela même si elles ne sont pas musulmanes. Ce n'est que la partie visible de l'oppression qui s'étend à tous les domaines de la vie. Selon le guide spirituel Khomeiny, «la femme qui a contracté un mariage, n'est pas autorisée à sortir de chez elle sans la permission de son mari, elle doit être à sa disposition pour chacun de ses désirs et ne doit se refuser à lui sans raison religieuse valable».

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle la femme iranienne lutte pour ses droits. Mais le gouvernement islamique s'est attaqué, dès sa fondation, aux droits acquis de haute lutte. Le code civil interdit le mariage des filles avant l'âge de la puberté, mais la loi considère que les filles sont pubères à 8 ans et 8 mois. Pire cette limite peut être levée sur simple demande du père, qui peut alors marier sa fille dès qu'elle est née... On mesure toute l'horreur, toute la barbarie d'une telle loi !

Dans les zones rurales, de nombreuses filles sont vendues à des hommes de plus de 50 ans. Le gouvernement islamique a tout fait pour rendre impossible le travail des femmes. 9% des femmes peuvent avoir une activité professionnelle aujourd'hui. La loi iranienne est

fondée sur la «loi du sang» : l'auteur d'un meurtre ou de la perte d'un organe doit payer à sa victime ou à sa famille une amende proportionnelle. Toutefois, le meurtre d'une femme n'est sanctionné que par la mutilation d'un testicule. La vie d'une femme ne vaut pas plus que celui d'un testicule !

**TRISTE TABLEAU ! MAIS NE NOUS AS-TU PAS PARLÉ D'UNE FORTE RÉSISTANCE POPULAIRE ?**

Après la fondation du nouveau régime, les femmes, les étudiants, les ouvriers, les minorités nationales se sont soulevés contre lui, comme ils s'étaient déjà soulevés contre la féroce dictature du Shah. Le régime a chassé les femmes à coup de matraque, il a bombardé le Kurdistan iranien à l'arme lourde, il a fermé les universités pendant deux ans... Mais jamais le régime n'est venu à bout de la résistance populaire. Il n'est jamais parvenu à faire taire les cris du peuple.

Les investisseurs étrangers n'osaient plus investir<sup>(2)</sup> en Iran de peur de se voir chassés par une nouvelle révolution. Les investisseurs, tout comme les Mollahs au pouvoir, avaient donc besoin de donner au pays une nouvelle image plus tranquille, plus pacifique. C'est ainsi que fut mis en place le souriant Khatami, en 1997, que les médias ont présenté comme un «réformiste». Sans compter que, selon un conseiller du même Khatami, sans changement, le régime aurait été renversé dans les deux ans. Malgré tout, Khatami et ses soutiens ne font plus aujourd'hui illusion aux yeux du peuple iranien, car la répression n'a pas cessé de s'accroître.

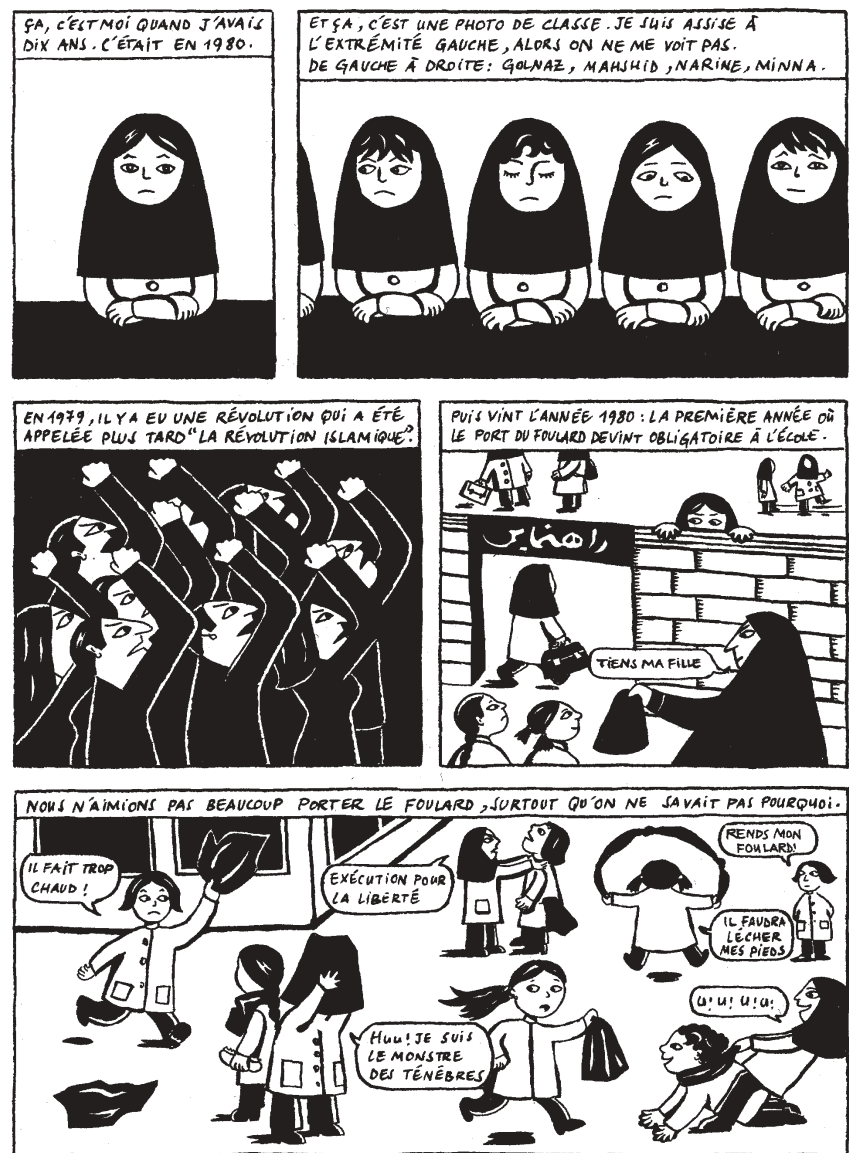
**LE SHAH AVAIT ÉTÉ UN INSTRUMENT DES USA, ET KHOMEINY A EU TOUT LE SOUTIEN DES EUROPÉENS ?**

L'Iran est un des pays qui, depuis le 17<sup>e</sup> siècle, est le terrain d'affrontement des intérêts contradictoires des grandes puissances mondiales coloniales et impérialistes. Dans les années 50 du siècle dernier, l'Iran était en première ligne du camp capitaliste contre l'Union Soviétique. Après l'effondrement de celle-ci, il est devenu l'un des terrains de rivalités entre les USA, l'Allemagne et la France. En 1988, le ministre français de la Défense, Chevènement, déclarait, au sujet de la guerre Iran/Irak : «il faut revenir à l'importance décisive de cette région dans l'approvisionnement pétrolier du monde. Qui tient cette région, tient l'équilibre financier de la planète. Alors, on n'a jamais le choix entre le bien et le mal, on a le choix entre ce qui est horrible et ce qui est affreux». Cela pourrait être la conclusion de cette interview. Le cynisme de cette analyse constitue toujours le principe dirigeant de la politique française en Iran. Et la démocratie, tant vantée par les médias français, n'existe que pour la liberté du commerce, pour la liberté des «affaires».

Si les dirigeants européens cherchaient vraiment où en étaient les «réformes» et les «réformateurs», il leur aurait suffi de regarder la terrible situation des populations. Et au lieu de «négociations» en coulisses avec les soi-disant réformateurs, ils auraient mieux fait de parler aux représentants des opprimés. Il semble donc évident que les dirigeants européens ont basé leur tournant à l'égard du régime des Mollahs sur les seuls intérêts économiques des capitalistes internationaux.

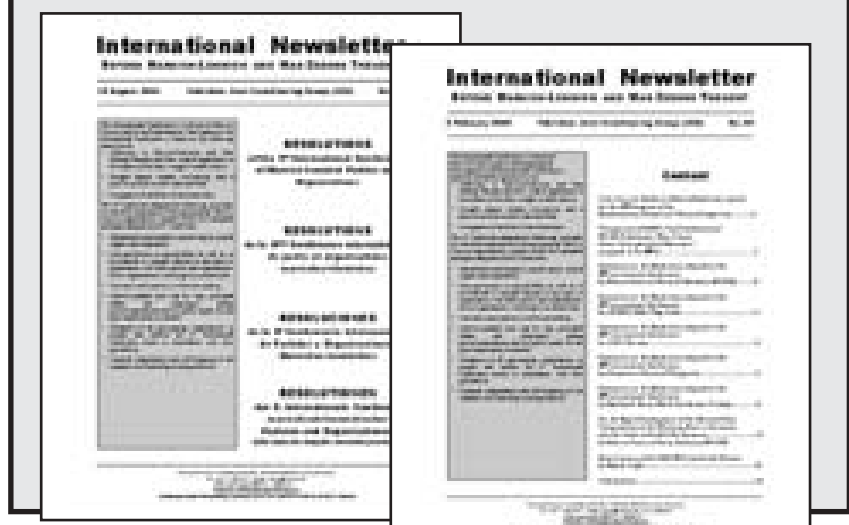
1. Chez les musulmans chiites, ce sont les savants en droit coranique. En arabe, «mollah» signifie maître ou seigneur.  
2. Lire, dans notre numéro de mai, les accords avantageux et les garanties que les «investisseurs» ont obtenu aujourd'hui du régime des Mollahs.

Planche extraite de «Persépolis», bande dessinée autobiographique en 4 tomes de Marjane Satrapi, éditée par L'Association, Paris



**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES PARTIS ET ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES**

Voici les deux derniers bulletins de la Conférence Internationale des partis et organisations marxistes-léninistes. Notre organisation a participé à la 8e Conférence avec 29 autres partis et organisations. **LE BULLETIN N°29**, daté d'août 2004, expose principalement les cinq Résolutions qui y ont été prises. Elles sont en 4 langues (Anglais, Français, Espagnol et Allemand). **LE BULLETIN N°30**, commence la publication (en anglais) des points de vue et positionnements des partis et organisations par rapport aux Résolutions et aux Déclarations de solidarité faites par certains partis lors de la Conférence. **CES BULLETINS SONT DISPONIBLES À NOTRE BOÎTE POSTALE POUR LE PRIX DE 4 EUROS CHACUN.** **LE COMITÉ CENTRAL DE L'OCML-VP S'EST POSITIONNÉ SUR LES CINQ RÉOLUTIONS ET SUR LES TROIS DÉCLARATIONS POUR LES ADOPTER OU LES REJETER. DEMANDEZ CES POSITIONNEMENTS À NOTRE BOÎTE POSTALE POUR LE PRIX DE 2 EUROS.**



INDE

Deuxième puissance du monde par la population. Neuvième économie mondiale en termes de PNB, devant la Russie. «Périphérie intégrée» comme le disent les manuels scolaires, c'est-à-dire une économie parfaitement intégrée au système impérialiste mondial, leader mondial même dans certains secteurs de pointe (les logiciels par exemple). Mais un pays dont près des trois quart de la population est rurale, dans des conditions d'exploitation proche du féodalisme. Un pays que nous ne connaissons que par les clichés de Bollywood, répandus à dessein par des médias abrutissants. Et pourtant... La réalité est bien différente, et mériterait d'y regarder d'un peu plus près !

# Derrière les clichés : l'Inde révolutionnaire

Le 21 septembre 2004, était annoncé, dans une zone de guérilla sécurisée à l'est de Calcutta, le regroupement de plusieurs forces révolutionnaires pour constituer le Parti Communiste de l'Inde (maoïste). Au cours des dernières années, les forces maoïstes se sont considérablement renforcées en Inde. Issues pour la plupart du mouvement «naxalite» des années 1970 (du nom de la révolte paysanne de Naxalbari de 1972, écrasée dans le sang), elles ont réussi, non sans mal, à surmonter toutes les difficultés, toutes les divisions, toutes les confusions pour reconstruire ce parti.

**PRÉSENCE DANS L'ENSEMBLE DU PAYS.** Au cours des derniers mois, deux rassemblements majeurs avaient permis d'évaluer toute la force de mobilisation du parti People's War (la Guerre du Peuple), la plus importante des deux organisations en termes de membres. Une première assemblée tenue le 28 juillet dans l'État d'Andhra Pradesh avait regroupé quelques 50 000 supporters. Il s'agissait de la première apparition publique et «légal» de ce parti en 30 ans, à l'occasion d'un cessez-le-feu décrété par le nouveau gouvernement de cet État à la frontière orientale de l'Inde. Le 30 septembre dernier, alors que la fusion n'était pas encore connue publiquement, ils étaient plus de 200 000, selon l'agence Indo-Asian News Service, à assister à un rassemblement appelé par les maoïstes cette fois à Hyderabad, la capitale de l'Andhra Pradesh, créant ainsi «un véritable océan de drapeaux rouges». Selon un autre reportage de la BBC, la foule était si nombreuse que les autorités ont dû ouvrir les barrières d'un terrain de football adjacent pour accommoder les participantes. Le parti People's War serait actif dans une dizaine d'États et territoires s'étendant au centre, à l'est et jusqu'au sud du pays.

Quant au MCCI, autre force concernée, il est particulièrement actif dans un autre État du nord-est bordé par le Népal, le Bengale occidental, dont la capitale est Calcutta, deuxième ville en importance de l'Inde.

**FORTE IMPLANTATION POPULAIRE.** Les deux organisations, fortement implantées à la campagne, ont développé des organisations paysannes puissantes contre les propriétaires fonciers dans les régions où ils sont actifs. Ceci leur assure un soutien populaire considérable. Par ailleurs, elles développent des actions de guérilla et de guerre populaire dans plus d'une dizaine d'États. Aussi, la fusion va permettre de faire un saut considérable dans leurs capacités d'intervention. De plus, la solidarité est affichée et organisée avec la révolution au Népal, en particulier dans les États limitrophes (Uttar Pradesh, Bihar, et Bengale Occidental) pour empêcher l'intervention de l'armée indienne comme pour rompre l'isolement de ce pays enclavé.

Par ailleurs, People's War développe depuis des années un travail d'analyse et de réflexion sur la situation mondiale et la



Dans un village du Bengale

réalité politique et sociale de l'Inde qui en font une force particulièrement sérieuse et respectable, même si on n'en partage pas l'ensemble des positions.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Elle est particulièrement inquiète de cette progression qu'elle ne peut empêcher, ni par la répression la plus féroce, ni par les concessions. L'encadré ci-contre de *Courrier International* date de 2003, et depuis les événements se sont précipités.

**POURQUOI S'INTÉRESSER À CETTE FUSION À L'AUTRE BOUT DU MONDE ?** Nous reviendrons ultérieurement sur les progrès et le travail politique de ce parti. Dans l'immédiat, il était très important d'informer de la formation de cette force unifiée. Pourquoi ?

Ce ne sont pas les luttes, paysannes ou ouvrières, les insurrections, les soulèvements qui manquent dans l'histoire de l'Inde. Depuis des siècles, les paysans se battent contre le féodalisme. Depuis des décennies, le peuple indien se bat contre le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme. Il a produit de grands révolutionnaires comme Bhagat Singh, contemporain mais farouche opposant de Gandhi le conciliateur.

Mais les luttes et les révoltes peuvent se succéder sans déboucher sur rien. Des révolutions peuvent même se produire un temps contre l'ordre ancien. La question à savoir, c'est ce que l'on construit, comment la révolution dure et survit aux ennemis extérieurs comme intérieurs, comment on met sur pied une nouvelle société pour avancer vers l'émancipation véritable.

Et là, n'en déplaise à tous les libertaires et anarchistes, il faut un parti d'avant-garde. Un parti pour la théorie, pour l'organisa-

tion, pour lier l'activité immédiate au projet futur, pour anticiper l'attaque de la bourgeoisie, pour former des cadres, des leaders paysans et ouvriers, pour tirer le bilan de l'histoire et éviter d'en reproduire les erreurs.

La lutte immédiate est, bien entendu, indispensable. Mais elle existe et existera toujours, avec ou sans révolutionnaires, pour résister aux attaques du capital.

Et pour en finir avec ce combat éternellement recommencé, il faut une autre

société, le socialisme, et pour cela un parti pour en indiquer la voie. Il n'y a pas d'autre chemin. C'est cela qui manquait à l'Inde, et c'est pour cela que la formation du PCI (maoïste) est si importante.

C'est cela qui nous manque en France, et c'est pour cela que nous devons nous intéresser à ce qui se passe là-bas.

A.Desaimes

Plus d'infos : [www.peoplesmarch.com](http://www.peoplesmarch.com)

En anglais seulement, mais il existe des traducteurs automatiques



## «L'INSURRECTION MAOÏSTE GAGNE DU TERRAIN»

L'insurrection maoïste, encore limitée à certains États du centre du pays, gagne du terrain. Les autorités, peu préoccupées auparavant, commencent à réagir. Mais les extrémistes bénéficient d'un large soutien populaire. L'orage est très loin de se calmer : on peut l'entendre gronder dans plusieurs États que l'on pensait jusqu'à présent préservés. Cet orage, c'est l'influence croissante de ceux qui prônent la lutte armée, ceux pour qui la «nouvelle révolution démocratique» [des maoïstes, dits naxalites] mettra fin à tous les maux de la société. Il y a quelque deux décennies, l'Andhra Pradesh se retrouva seul pour s'attaquer à un phénomène dont les autres États niaient l'existence. La «terreur rouge» était considérée comme une aberration que l'Andhra Pradesh devait régler tout seul. Le gouvernement central se contentait de lui apporter une aide financière pour moderniser ses forces de police, bien que tous les responsables politiques aient su que l'origine du problème était ailleurs.

Une dizaine d'États viennent aujourd'hui de prendre conscience de la menace que constituent les mouvements maoïstes. L'Uttar Pradesh a reconnu à son tour, lors d'une récente réunion des hauts responsables de la police, que cet extrémisme était bien implanté sur son territoire et qu'il était urgent de prendre des mesures pour y remédier. Si l'Andhra Pradesh et le Bihar restent les plus touchés, le Chhattisgarh, le Jharkand, le Madhya Pradesh, le Maharashtra et l'Orissa ne sont pas tellement mieux lotis. Les gouvernements de ces États ont tendance à refuser de voir qu'on n'a pas affaire à un mouvement de protestation populaire contre l'inefficacité de la machinerie officielle, mais qu'il s'agit d'une guérilla, de petits groupes engagés et armés prêts à s'attaquer à la puissance publique. Ainsi, le «corridor rouge» progresse lentement mais sûrement et atteint jusqu'au Karnataka, au Tamil Nadu et au Bengale-Occidental. A en croire les services de renseignements, il commence à s'implanter aussi dans le Kerala, le Pendjab, à Delhi et dans l'Haryana. Ces derniers n'ont pour le moment connu aucun acte de violence, mais ce n'est peut-être qu'une question de temps.

Un examen attentif montre que, si les gens restent modérés dans leurs revendications, ils seraient certainement prêts à soutenir - en silence, toutefois - tout autre système permettant de traiter efficacement leurs doléances. Cela explique peut-être le soutien continu - même s'il est quantitativement limité - dont jouissent les partisans de la lutte armée. Jusqu'à présent, les gouvernements se sont contentés de réagir aux problèmes. Pendant que les partis comme le Groupe Guerre du peuple [PWG, maoïste] rencontrent un large succès, les autorités continuent à faire la même erreur, à ne pas discerner le danger à temps, et permettent ainsi au mouvement révolutionnaire de se développer. Le PWG a réussi à amplifier et à exploiter les failles des structures sociales et administratives. Les problèmes des pauvres sans terre, l'apathie des organismes publics, la lourdeur des procédures administratives, l'incapacité des autorités à agir rapidement : les partis révolutionnaires exploitent tout cela et, pour peu qu'ils y ajoutent une tactique de terreur, le succès est inévitable.

Courrier International, 6 mars 2003

## ★ BROCHURES

### • Plate-forme de lutte pour l'emploi

Édition revue et complétée en 2003  
0.5 EURO

### • Privé-Public

À propos de la propriété  
1 EURO

### • Immigration

Questions et réponses pour contrer les idées fausses  
1.5 EURO

### • Manifeste pour un syndicalisme de classe

0.5 EURO

### • La société électro-nucléaire en crise

1.5 EURO

### • Sport et révolution

1.5 EURO

### • 1871, Au nom du Peuple, la Commune est proclamée !

Disponible en allemand  
1.5 EURO

### • PCF 1939-1945

De l'opportunisme à la trahison  
2 EUROS

### • PCF et PCA

Face à la lutte du peuple algérien (1920-1962)  
3 EUROS

### • Violence révolutionnaire et construction du Parti

Débat avec les CCC  
3 EUROS

### • VI<sup>e</sup> Conférence internationale

4 résolutions  
Avec nos commentaires  
1 EURO

### • Argentine

Un véritable soulèvement populaire Décembre 2001  
1 EURO



## LECTURES EN STOCKS



### ★ PLATE-FORME POLITIQUE EN 4 CAHIERS (FORMAT 15 X 21 CM)

- Faillite à l'Est ! — Impérialisme et pays dominés — Faillite à l'Ouest ? **CAHIER 1**
- Changer le monde ! — Dictature du prolétariat — Révolution mondiale **CAHIER 2**
- Réforme, révolution — Immigration et impérialisme — Démocratie et révolution **CAHIER 3**
- Construire le Parti — Où en est-on aujourd'hui ? **CAHIER 4**

Disponibles aussi en espagnol, en italien, en anglais et en allemand **4 EUROS L'ENSEMBLE — 1.5 E CHAQUE**

### ★ LES DOSSIERS PARTISANS

- Le 17 octobre 1961, qui s'en souvient ? **1 E**
- Le socialisme, une question d'actualité **1 E**
- Contre l'Europe impérialiste **1 E**

### ★ LA CAUSE DU COMMUNISME REVUE | les articles des numéros épuisés sont disponibles en photocopies

### ★ LES CAHIERS SPÉCIAUX

- N°2 | Dette du Tiers-Monde et impérialisme **2 EUROS**
- N°6 | Lutte Ouvrière, quelle révolution ? **4 E**
- N°7 | Perestroïka, du capitalisme d'État au capitalisme libéral **2 E**

### POUR COMMANDER →

Voie Prolétarienne—BP 48—93802 Épinay-sur-Seine cedex

Chèque à l'ordre de Voie Prolétarienne | CCP : 23 743 83 6 PARIS

### POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne—BP 48—93802 Épinay-sur-Seine cedex

## SOMMAIRE 196

	PAGE
<b>ÉDITO : 29 MAI RUPTURE À CONSOLIDER EN CONSCIENCE ET ORGANISATION</b>	<b>2</b>
<b>RÉFÉRENDUM : NON VICTORIEUX ! ET MAINTENANY ?</b>	<b>3</b>
<b>RÉFÉRENDUM : LE MODÈLE DANOIS</b>	<b>5</b>
<b>GDE : UNE DIMENSION INTERNATIONALE</b>	<b>7</b>
<b>GÉNOCIDE JUIF : QUI SAVAIT QUOI ?</b>	<b>8</b>
<b>PROTESTATIONS ET RÉPRESSION</b>	<b>9</b>
<b>FEMMES/HOMOSEXUALITÉ</b>	<b>10</b>
<b>MORT D'UN PAPE</b>	<b>11</b>
<b>CUBA N'EST PAS UN PARADIS POUR OUVRIERS</b>	<b>12-13</b>
<b>IRAN : DICTATURE ET RÉSISTANCE</b>	<b>14</b>
<b>INDE : DERRIÈRE LES CLICHÉS, L'INDE RÉVOLUTIONNAIRE</b>	<b>15</b>

Parution du numéro 197 vers le 15 septembre

## NOUVEAUTÉS

### DOCUMENTS DU 6<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'OCML VOIE-PROLÉTARIENNE AVRIL 2004 :



OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50 euro

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6<sup>e</sup> CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50 euro

• Voile  
Derrière la loi, quel enjeu ?  
1.5 EURO

• Rwanda  
Dix ans après le génocide  
2 EURO

• Production allégée  
Le prolo, le rire et le temps perdu  
1 EURO



FAITES LIRE *Partisan*



DIFFUSEZ *Partisan*